

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/010381]

**6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique**

## Rapport au Gouvernement

L'intitulé de l'arrêté est adapté afin de préciser que le champ d'application de l'arrêté se limite aux chantiers, conteneurs et aux obstacles placés sur la voie publique. A titre d'exemples, les obstacles présents sur la voie publique résultant d'un événement comme un accident de la circulation n'entrent pas dans le champ d'application de l'arrêté. Il en est de même pour des interventions urgentes non planifiées.

Au chapitre 18, Chantier de 6e catégorie, les dispositions précisent que les véhicules utilisés pour un chantier de 6e catégorie sont pourvus d'un équipement spécifique en vue d'assurer leur visibilité.

Les véhicules qui ne sont pas directement liés aux travaux du chantier de 6e catégorie ne doivent pas être pourvus de cet équipement spécifique. Les véhicules des usagers amenés à s'arrêter ou stationner dans l'aire du chantier ainsi que les véhicules des visiteurs (stagiaires, directeurs, gestionnaires de réseau) ne sont pas directement liés aux travaux du chantier de 6e catégorie. Ces véhicules sont à considérer comme du matériel et non comme un véhicule de chantier, de signalisation ou de présignalisation.

À l'article 68, on peut comprendre que le dispositif FLR de type IV visé à l'annexe 3 peut être installé sur un véhicule de chantier.

## Conseil d'Etat, section de législation

Avis 75.124/4 du 15 janvier 2024 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique'

Le 15 décembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière de la Région wallonne à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 15 janvier 2024. La chambre était composée de Bernard Blero, président de chambre, Luc Cambier et Géraldine Rosoux, conseillers d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck et Marianne Dony, assesseurs, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Chauffoureaux, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 janvier 2024.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. La note au Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis mentionne :

« Plusieurs dispositions du projet relèvent de 'règles techniques' devant faire l'objet d'une procédure d'information à la Commission européenne conformément à la directive (UE) 2015/1535.

La procédure d'information est effectuée durant la période du XX XXX 2023 au XX XXX 20XX (Notification : 2023/0xxx/B). Les prescriptions techniques correspondent à des produits courants ce qui évite d'introduire une distorsion de marché ».

Aucun autre document ne permet toutefois d'attester du bon accomplissement de cette procédure de notification. Il revient par conséquent à l'auteur du projet de s'en assurer.

Un nouvel alinéa consacré au visa de cette formalité préalable sera inséré dans le préambule du projet.

2. La disposition modifiée par l'article 9 étant constituée d'un alinéa unique, la mention selon laquelle la modification s'insère dans le « § 1<sup>er</sup> » sera omise.

3. À l'article 12, il sera précisé que la modification porte sur l'article 21, « § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, » de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 'relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique'.

4. À l'article 15, il sera précisé que la modification porte sur l'article 27, § 2, « alinéa 2 », de l'arrêté du 16 décembre 2020.

5. La modification prévue par l'article 18 porte sur l'article 35, alinéa 3, de l'arrêté du 16 décembre 2020. En conséquence, la mention du « 3<sup>o</sup> » sera omise.

Le greffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le président,  
Bernard Blero

**6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun, l'article 10, § 4, remplacé par le décret-programme du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 20 décembre 2023, en application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la Directive 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> septembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 75.124/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique, les mots « et des obstacles » sont remplacés par les mots « , des conteneurs et des obstacles placés ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique, est complété par un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> clignoter en enfilade : des lampes qui s'allument et s'éteignent les unes à la suite des autres ce qui forment un effet de défillement. ».

**Art. 3.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « septembre » est remplacé par le mot « décembre ».

**Art. 4.** Dans l'article 3, § 3, alinéa 2, du même arrêté, le mot « septembre » est remplacé par le mot « décembre ».

**Art. 5.** À l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « tableau 3-3A » sont remplacés par les mots « tableau 2-3A » ;

2<sup>o</sup> les mots « tableau 3-3C » sont remplacés par les mots « tableau 2-3C ».

**Art. 6.** À l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé ;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et de type L6 ou L7 » sont remplacés par les mots « et au minimum de type L6 ou L7 ».

**Art. 7.** Dans l'article 15 du même arrêté, les mots « la phase en cours (durée de la phase "circulation" ou "arrêt") » sont remplacés par les mots « la phase "arrêt" en cours ».

**Art. 8.** Dans l'article 16 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 9.** Dans l'article 18, 6<sup>o</sup>, du même arrêté, le mot « climatiques » est remplacé par le mot « météorologiques ».

**Art. 10.** Dans l'article 19, § 2, du même arrêté, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Ces balises sont espacées au maximum de 5 m. Une balise sur trois est pourvue d'un feu de type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent. Ces feux clignotent en enfilade. ».

**Art. 11.** À l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots « , même si la durée du chantier est inférieure à 7 jours » sont remplacés par les mots « et lorsque la durée du chantier est supérieure à 7 jours » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les bandes dévoyées ne sont pas concernées et le signal D1 n'est pas apposé sur le dispositif. ».

**Art. 12.** Dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du même arrêté, les mots « tableau 3-3A » sont remplacés par les mots « tableau 2-3A ».

**Art. 13.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Ces balises sont espacées au maximum de 5 m. Une balise sur trois est pourvue d'un feu de type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent. Ces feux clignotent en enfilade.

Lors d'un chantier dont la durée est supérieure à 7 jours, des marques longitudinales temporaires sont apposées pour indiquer chaque bande de circulation déviée ou réduite lorsque le sens de circulation considéré comporte plusieurs voies de circulation. ».

**Art. 14.** À l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 peuvent être adaptées selon la configuration des lieux. » ;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, 1<sup>o</sup>, les mots « de maximum » sont remplacés par les mots « au maximum de ».

**Art. 15.** Dans l'article 27, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « espacées de 5 m au maximum. Alternativement, au moins une balise sur deux est pourvue d'un éclairage réalisé au moyen de feux de couleur jaune C1 et de type L8L ou L8H » sont remplacés par les mots « espacées au maximum de 5 m. Une balise sur trois est pourvue d'un feu de type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 ».

**Art. 16.** Dans l'article 28 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lors d'un chantier dont la durée est supérieure à 7 jours, des marques longitudinales temporaires sont apposées pour indiquer chaque bande de circulation déviée ou réduite lorsque le sens de circulation considéré comporte plusieurs voies de circulation. ».

**Art. 17.** Dans l'article 29 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Ces dispositifs de balisage sont espacés au maximum de 30 m. Les dispositifs de balisage sont placés à une distance minimale de 0,50 m au moins de la zone des travaux pour constituer une zone de sécurité.

Lors d'un chantier dont la durée est supérieure à 7 jours, des marques longitudinales temporaires sont apposées pour indiquer chaque bande de circulation déviée ou réduite lorsque le sens de circulation considéré comporte plusieurs voies de circulation. ».

**Art. 18.** Dans l'article 35, alinéa 3, du même arrêté, les mots « espacées de 10 m au maximum. Alternativement, au moins une balise sur deux est pourvue d'un feu de type L6 » sont remplacés par les mots « espacées au maximum de 5 m. Une balise sur trois est pourvue d'un feu de type L8L ou L8M ».

**Art. 19.** Dans l'article 43 du même arrêté, l'alinéa 4 est complété par la phrase qui suit :

« Un panneau additionnel peut indiquer les heures et les jours pendant lesquels la limitation de vitesse à 30 km/h est applicable. ».

**Art. 20.** Dans l'article 47 du même arrêté, l'alinéa 4 est complété par la phrase qui suit :

« Un panneau additionnel peut indiquer les heures et les jours pendant lesquels la limitation de vitesse à 30 km/h est applicable. ».

**Art. 21.** L'article 57 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 57. La signalisation prévue aux chapitres 2 et 3 est d'application pour un chantier de 5e catégorie de jour uniquement sur les autoroutes et sur les autres voies publiques où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 km/h gênant fortement la circulation, à l'exception du double rabattement visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Toutefois, seule la signalisation à distance est répétée à gauche si le chantier occupe la voie de gauche ou centrale dans le sens concerné par le chantier.

Toutefois, pour la signalisation en amont du chantier :

- 1° un dispositif FLR de type III visé à l'annexe 3 équipé du signal A31 est placé à 100 m du chantier ;
- 2° le guidage est réalisé au moyen d'un des dispositifs du type I visé à l'annexe 2 ;
- 3° sur les autoroutes, les signaux F79 à F85 sont placés à 1 500 m et répétés à 750 m ;
- 4° sur les autoroutes, le signal C43 limitant la vitesse à 70 km/h est placé à 250 m, il n'est pas répété.

Concernant l'alinéa 3, 2°, ces balises sont espacées au maximum de 5 m et équipées d'au moins un signal D1.

Concernant l'alinéa 3, 3°, ces signaux sont incorporés dans un dispositif cadre de type I visé à l'annexe 3. Ils ne sont pas répétés à gauche de la chaussée et peuvent être de dimension réduite, soit de 1300 mm (hauteur) x 1300 mm (largeur).

Pour la signalisation latérale, l'usage de cônes du type IIId visés à l'annexe 2 est autorisé. Un éclairage et des marques longitudinales temporaires ne sont pas nécessaires. ».

**Art. 22.** L'article 58, alinéa 2, du même arrêté, est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

- « 3° l'usage de cônes du type IIId visés à l'annexe 2 est autorisé pour la signalisation latérale ;  
4° les marques longitudinales temporaires ne sont pas nécessaires. ».

**Art. 23.** L'article 59, alinéa 2, du même arrêté, est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

- « 4° l'usage de cônes du type IIId visés à l'annexe 2 est autorisé pour la signalisation latérale ;  
5° le dispositif visé à l'annexe 4 peut être remplacé par un véhicule équipé conformément à l'article 68, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 24.** L'article 60, alinéa 2, du même arrêté, est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

- « 4° l'usage de cônes du type IIId visés à l'annexe 2 est autorisé pour la signalisation latérale ;  
5° le dispositif visé à l'annexe 4 peut être remplacé par un véhicule équipé conformément à l'article 68, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 25.** Dans l'article 63, du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans la zone d'approche du chantier, les balises de guidage sont espacées au maximum de 5 m. Une balise sur trois est pourvue d'un feu de type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent. Ces feux clignotent en enfilade. ».

**Art. 26.** À l'article 64, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :  
« Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :
  - 1° le véhicule : le véhicule de signalisation, de présignalisation ou de chantier ;
  - 2° le véhicule de signalisation : le véhicule spécifiquement équipé pour la signalisation d'un chantier de 6e catégorie et utilisé uniquement à cet usage ;
  - 3° le véhicule de présignalisation : le véhicule spécifiquement équipé pour l'annonce d'un chantier de 6e catégorie et utilisé uniquement à cet usage ;
  - 4° le véhicule de chantier : le véhicule utilisé en lien direct avec un chantier de 6e catégorie. » ;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « de signalisation et de chantier » sont abrogés.

**Art. 27.** L'article 65 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La longueur de la zone tampon varie selon les dispositions suivantes :

- 1° la longueur de la zone tampon est comprise entre 100 m et 150 m sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 km/h ;
- 2° la longueur de la zone tampon est au minimum de 10 m sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 50 km/h et inférieure ou égale à 90 km/h ;
- 3° la longueur de la zone tampon est au minimum de 3 m sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 50 km/h.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 90 km/h, la zone tampon est facultative si la zone d'intervention du chantier comporte uniquement du personnel dans des véhicules. ».

**Art. 28.** À l'article 68 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 50 km/h, le véhicule de signalisation peut être remplacé par un dispositif visé à l'annexe 4. » ;
- 2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « La rétroréflexion de ces bandes répond au minimum à la classe RA1 de la norme NBN EN 12899-1 ou équivalent. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, la rétroréflexion de ces bandes répond au minimum à la classe RA2 de la norme NBN EN 12899-1 ou équivalent. ».

**Art. 29.** Dans l'article 69, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « réalisés » est remplacé par le mot « réalisé ».

**Art. 30.** Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre 19 est remplacé par ce qui suit : « Signalisation des conteneurs et des obstacles placés sur la voie publique ».

**Art. 31.** Dans l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « du véhicule » sont abrogés.

**Art. 32.** Les annexes 2, 3 et 4 du même arrêté sont remplacées par les annexes 1, 2 et 3 jointes au présent arrêté.

**Art. 33.** Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

**Annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 16 décembre 2020  
relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique**

**Annexe 2. Les balises et cônes**

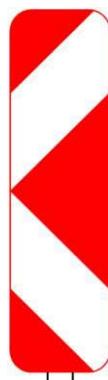
Pour les types Ia.2, Ib.2 et IIc (balises), la rétroréflexion des bandes alternées de couleur rouge et blanche répond au minimum à la classe RA2 de la norme NBN EN 12899-1 ou équivalent.

Pour le type IIId (cônes), la rétroréflexion des bandes alternées de couleur rouge et blanche répond au minimum à la classe RA2 de la norme NBN EN 13422 ou équivalent.

Les dimensions sont en millimètres. Pour les types Ia.2 et Ib.2, les balises mesurent au minimum 1000 mm (hauteur) x 250 mm (largeur).

**TYPE I.** Balises pour la signalisation en amont du chantier

**Type Ia.2.** A droite du conducteur

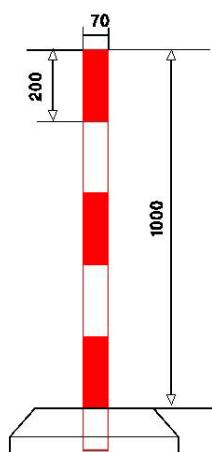


**Type Ib.2.** A gauche du conducteur

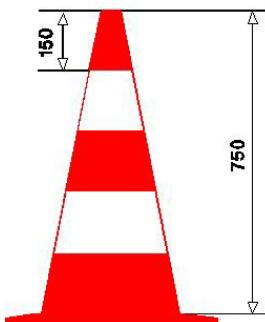


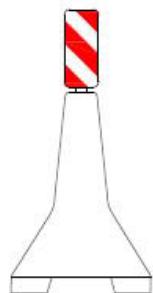
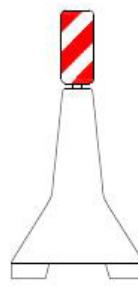
**TYPE II.** Balises pour la signalisation latérale

**Type IIc**



**Type IIId. Cônes**



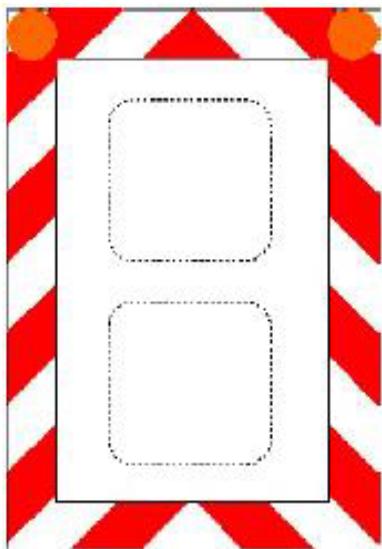
**TYPE III.** Balises ou dispositif de retenue pour séparation physique**Type IIIa.** A gauche du conducteur**Type IIIb.** A droite du conducteur

Les balises placées au-dessus du séparateur physique sont espacées au maximum de 30 m. Celles-ci présentent une taille minimale de 400 cm<sup>2</sup> sur cette longueur de 30 m. Elles sont composées de bandes alternées de couleur rouge et blanche. La rétroréflexion de ces bandes répond au tableau 2-3A du PTV 662.

**Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 16 décembre 2020  
relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique**

**Annexe 3. Les dispositifs de type cadre**

**TYPE I.**



Le dispositif cadre mesure de 3000 à 3500 mm de hauteur et à une largeur de minimum 1800 mm. La largeur du cadre qui supporte les bandes alternées de couleur rouge et blanche est de 300 mm.

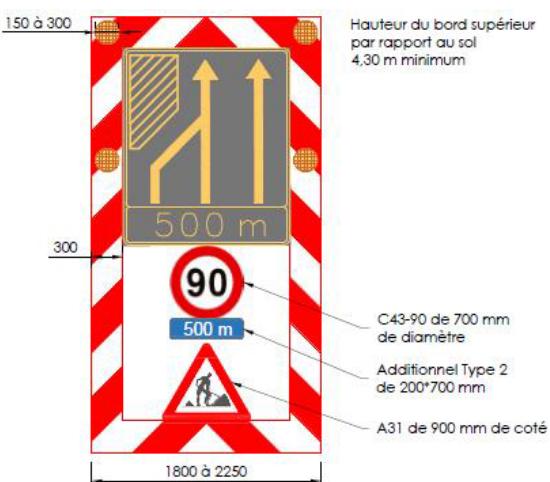
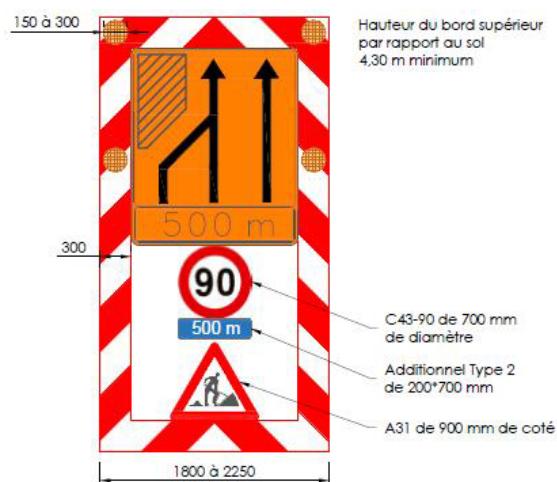
Les bandes du cadre du dispositif sont alternativement de couleur rouge et blanche. La rétroréflexion de ces bandes répond au tableau 2-3A du PTV 662.

Les deux feux flashs au minimum placés sur ce cadre sont du type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent et clignotent alternativement gauche-droite. Ils s'allument et s'éteignent quatre fois de suite à courts intervalles, puis selon une période plus longue. La séquence complète dure environ 1,5 seconde.

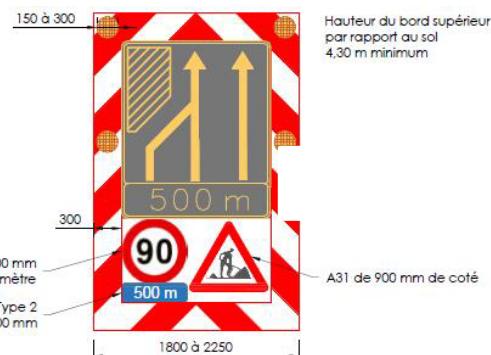
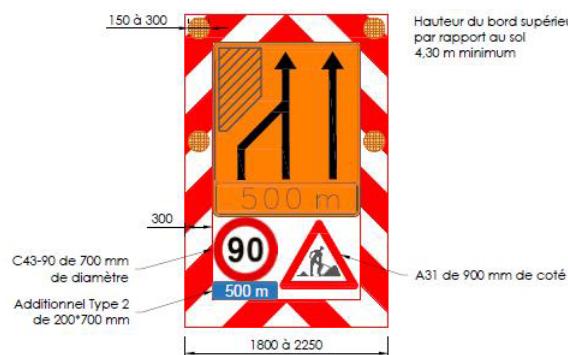
Durant la nuit et selon les conditions environnementales, une diminution de l'intensité d'éclairement de ces feux permet une meilleure adaptation aux conditions de visibilité nocturnes. Les feux flashs présents sur le véhicule tractant sont alors éteints.

A l'intérieur du cadre, un écran LED selon la NBN EN 12966 ou équivalent peut également être utilisé. Les dispositions de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et celles de l'article 65.3. du Code de la Route s'appliquent.

## TYPE II. Dispositif de présignalisation



ou



Les dimensions sont en millimètres. Le signal C43 peut avoir un diamètre de 900 mm ; dans ce cas, le panneau additionnel mesure 300 mm (hauteur) x 900 mm (largeur).

Les bandes du cadre du dispositif sont alternativement de couleur rouge et blanche. La rétroréflexion de ces bandes répond au tableau 2-3A du PTV 662.

Le bord supérieur de ce dispositif se trouve à minimum :

- 1° 4,70 m du sol pour les chantiers de 1<sup>re</sup> catégorie ;
- 2° 3,50 m du sol pour les chantiers de 2<sup>e</sup> à 5<sup>e</sup> catégorie ;
- 3° 4,00 m du sol pour les chantiers de 6<sup>e</sup> catégorie.

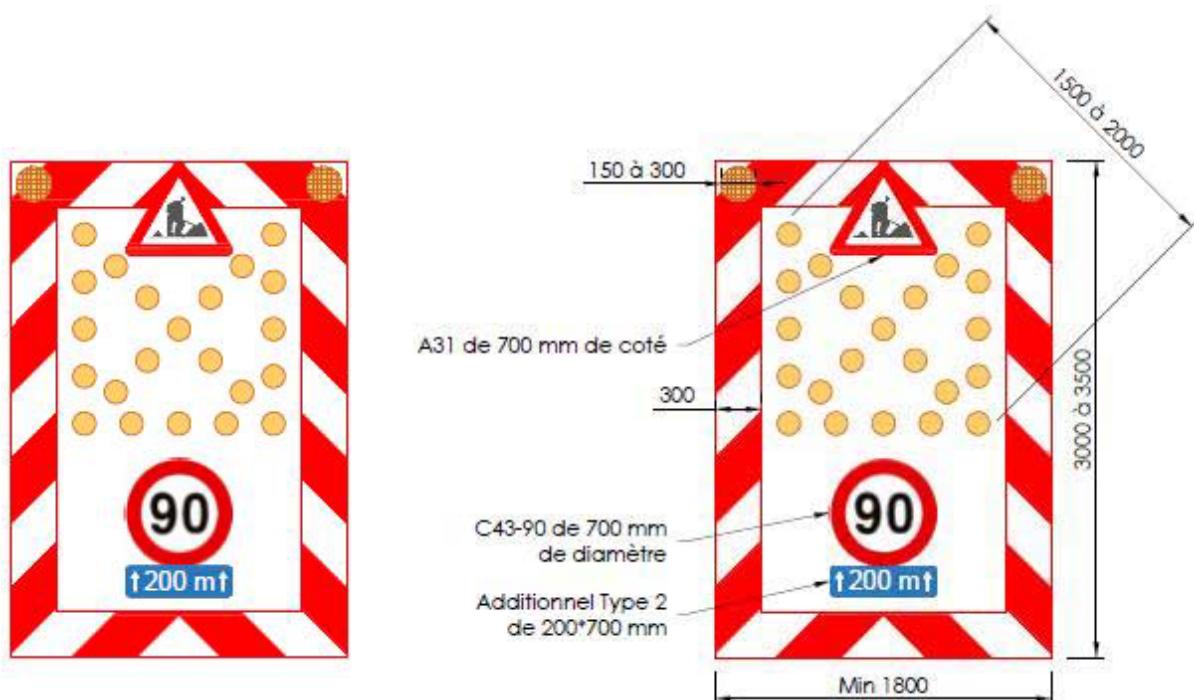
Les quatre feux flashs placés sur ces cadres sont du type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent et clignotent alternativement gauche-droite. Ils s'allument et s'éteignent quatre fois de suite à courts intervalles, puis s'éteignent durant l'allumage de la FLR. La séquence complète dure environ 1,5 seconde.

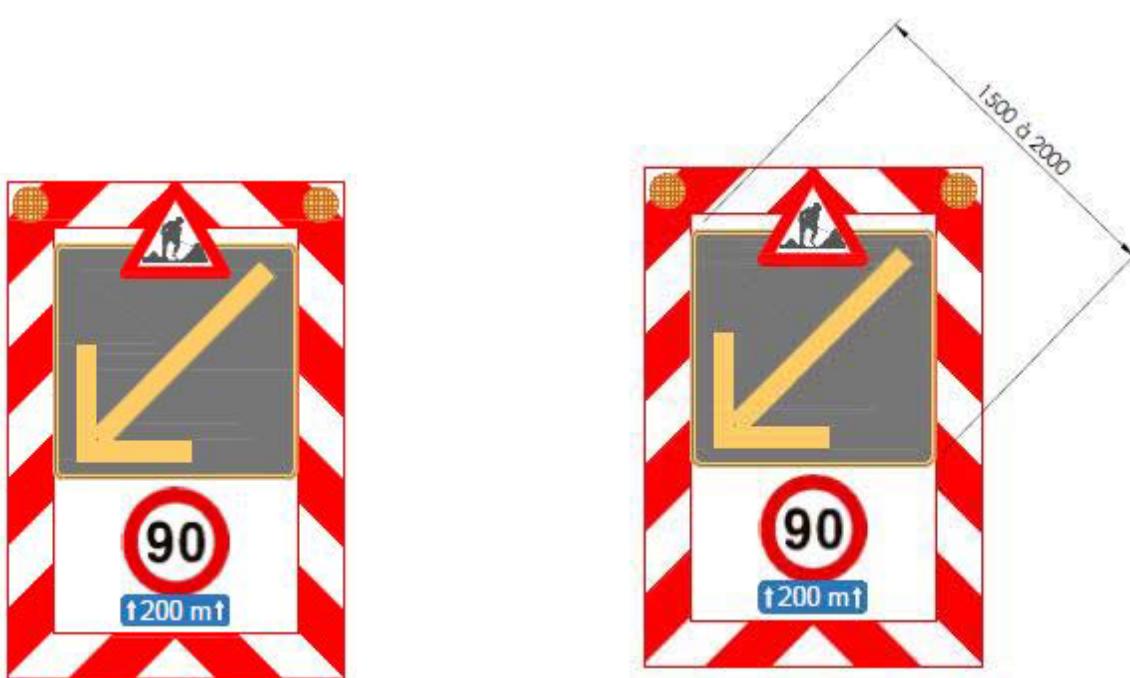
Durant la nuit et selon les conditions environnementales, une diminution de l'intensité d'éclairement de ces feux permet une meilleure adaptation aux conditions de visibilité nocturnes. Les feux flashs présents sur le véhicule tractant sont alors éteints.

A l'intérieur du cadre, un écran LED selon la NBN EN 12966 ou équivalent peut également être utilisé. Les dispositions de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et celles de l'article 65.3. du Code de la Route s'appliquent.

### **TYPE III. FLR - Flèche lumineuse de rabattement**

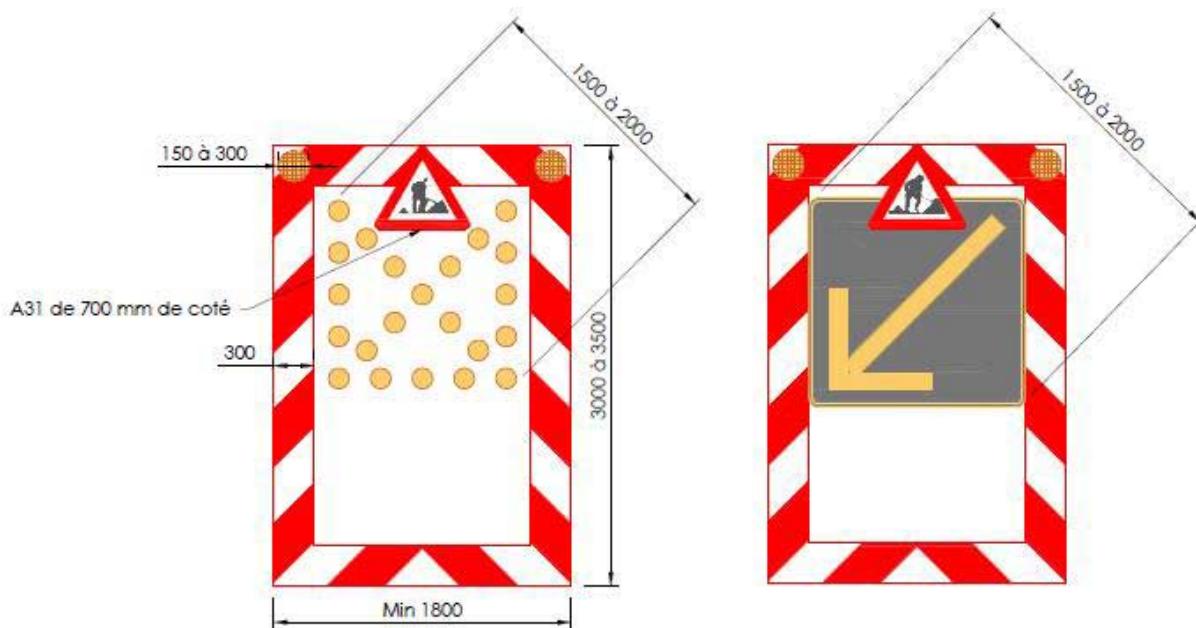
Pour les chantiers de 6<sup>e</sup> catégorie sur des voiries dont la vitesse maximale est de 120 km/h





Le signal C43 peut avoir un diamètre de 900 mm ; dans ce cas, le panneau additionnel mesure 300 mm (hauteur) x 900 mm (largeur).

Pour les chantiers de catégorie 1, 2, 3 et 5 et pour les chantiers de 6<sup>e</sup> catégorie dont la vitesse maximale est inférieure ou égale à 90 km/h



Les dimensions sont en millimètres. Pour le panneau A31, ces dimensions sont des valeurs minimales.

Les bandes du cadre du dispositif sont alternativement de couleur rouge et blanche. La rétroréflexion de ces bandes répond au tableau 2-3A du PTV 662.

Le bord supérieur de ce dispositif se trouve à minimum :

- 1° 4,70 m du sol pour les chantiers de 1<sup>e</sup> catégorie ;
- 2° 3,50 m du sol pour les chantiers de 2<sup>e</sup> à 5<sup>e</sup> catégorie ;

3° 4,00 m du sol pour les chantiers de 6<sup>e</sup> catégorie.

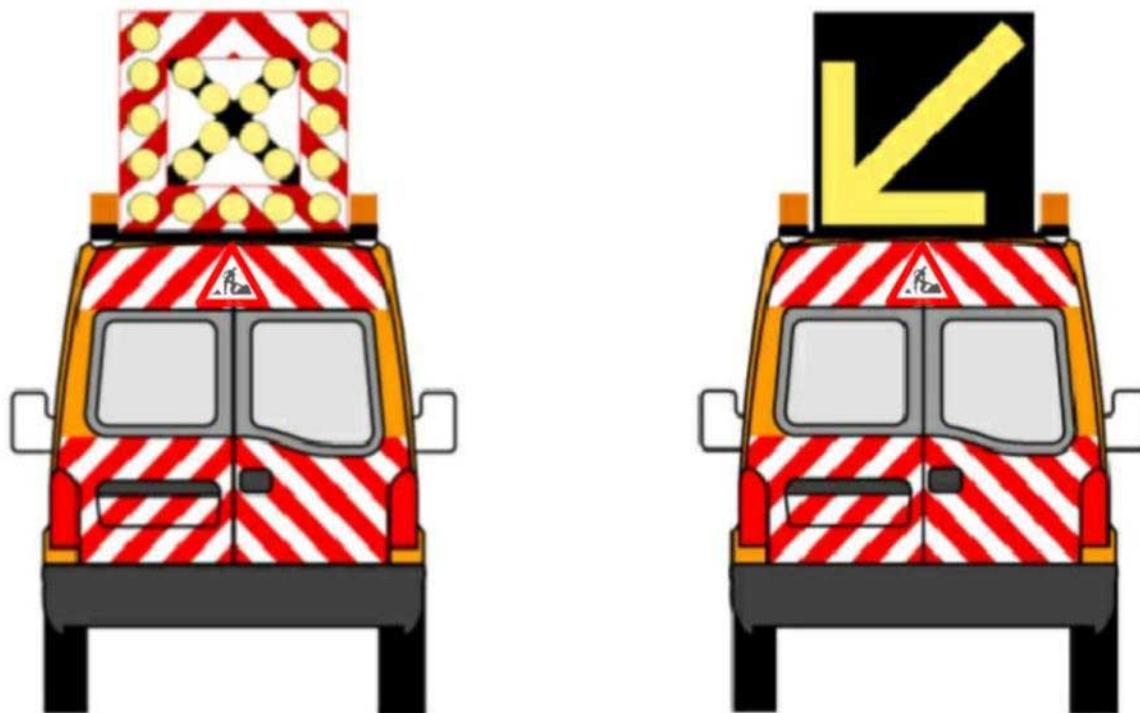
Les deux feux flashs au minimum placés sur ce cadre sont du type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent et clignotent alternativement gauche-droite. Ils s'allument et s'éteignent quatre fois de suite à courts intervalles, puis s'éteignent durant l'allumage de la FLR. La séquence complète dure environ 1,5 seconde.

La FLR en feux flash comporte au minimum 21 feux de type L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent.

Durant la nuit et selon les conditions environnementales, une diminution de l'intensité d'éclairement de ces feux permet une meilleure adaptation aux conditions de visibilité nocturnes. Les feux flashs présents sur le véhicule tractant sont alors éteints.

A l'intérieur du cadre, un écran LED selon la NBN EN 12966 ou équivalent peut également être utilisé. Les dispositions de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et celles de l'article 65.3. du Code de la Route s'appliquent.

**TYPE IV. FLR à feux flashs ou à LED sur des véhicules pour les chantiers de 6<sup>e</sup> catégorie sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 90 km/h**



Le cadre qui comporte la flèche lumineuse à feux flashs ou à LED présente des dimensions minimales de 1300 mm (hauteur) x 1300 mm (largeur).

La FLR en feux flash comporte au minimum 21 feux de type L2H, L8L ou L8M et de couleur jaune C1 selon la NBN EN 12352 ou équivalent.

Les bandes du cadre du dispositif sont alternativement de couleur rouge et blanche.

La rétroréflexion de ces bandes répond au tableau 2-3A du PTV 662.

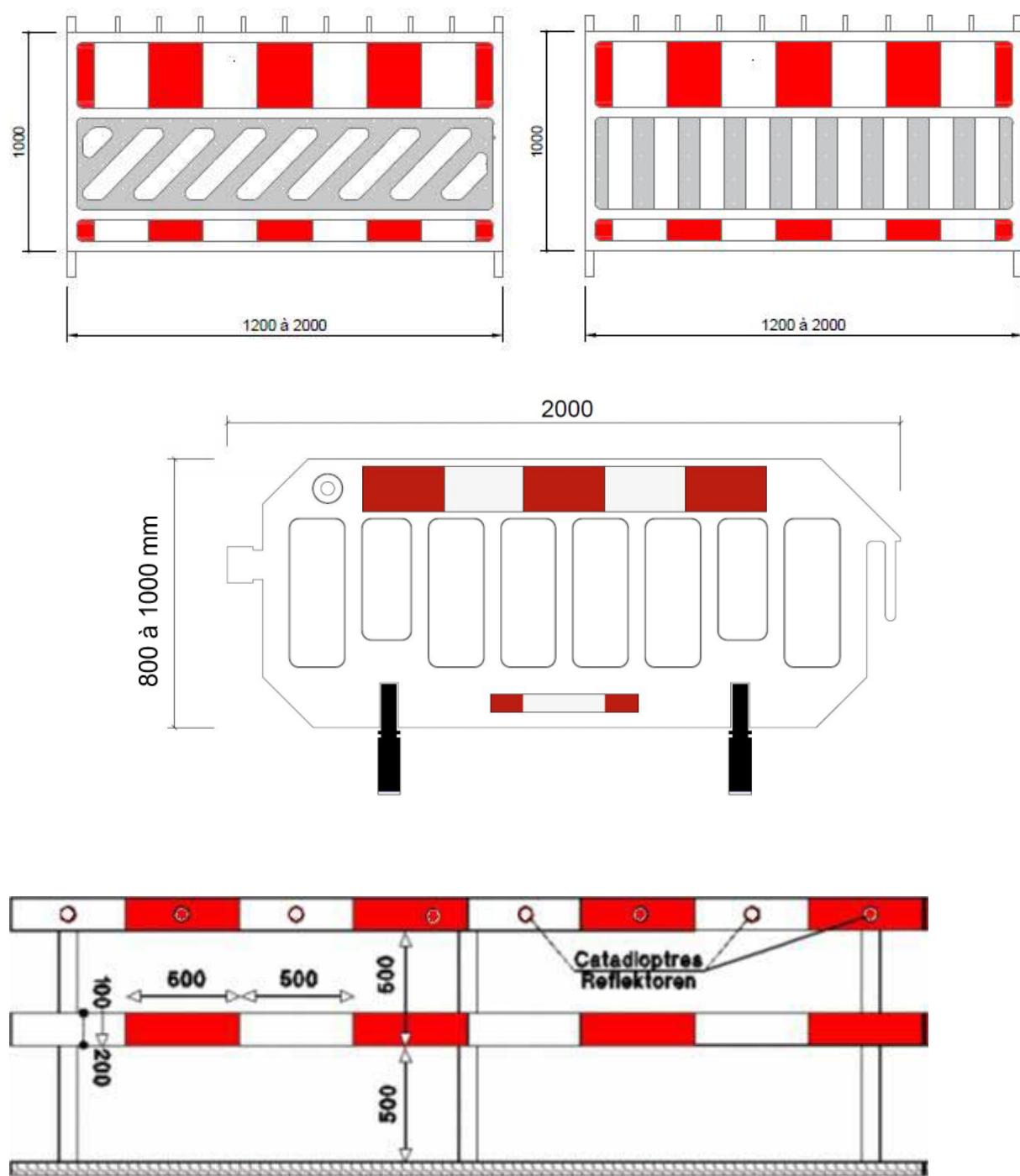
**Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 16 décembre 2020  
relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique**

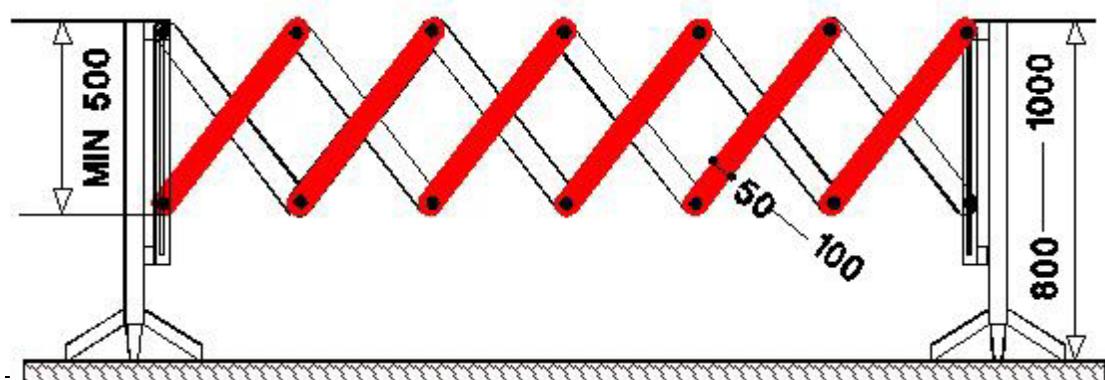
**Annexe 4. Les barrières**

Les bandes des barrières sont alternativement de couleur rouge et blanche.

La rétroréflexion de ces bandes répond au minimum à la classe RA2 de la norme NBN EN 12899-1 ou équivalent.

Les dimensions sont en millimètres.





Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/010381]

**6. JUNI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße**

#### Bericht an die Regierung

Der Titel des Erlasses wird angepasst, um festzulegen, dass der Anwendungsbereich des Erlasses auf Baustellen, Container und Hindernisse auf öffentlicher Straße begrenzt ist. Als Beispiel: Hindernisse auf öffentlicher Straße, die durch ein Ereignis wie einen Verkehrsunfall entstanden sind, fallen nicht in den Anwendungsbereich des Erlasses. Dasselbe gilt für dringende, ungeplante Arbeiten.

In Kapitel 18, Baustelle der Kategorie 6, wird in den Bestimmungen festgelegt, dass Fahrzeuge, die für eine Baustelle der 6. Kategorie verwendet werden, mit einer besonderen Ausrüstung versehen sind, um ihre Sichtbarkeit zu gewährleisten.

Fahrzeuge, die nicht direkt in Zusammenhang mit der Arbeit auf der Baustelle der Kategorie 6 in Verbindung stehen, müssen nicht mit dieser besonderen Ausrüstung versehen sein. Fahrzeuge von Verkehrsteilnehmern, die im Bereich der Baustelle halten oder parken müssen, sowie Fahrzeuge von Besuchern (Praktikanten, Direktoren, Netzbetreiber) stehen nicht in direktem Zusammenhang mit den Arbeiten der Baustelle der Kategorie 6. Diese Fahrzeuge sind als Material und nicht als Baustellen-, Sicherungs- oder Vorwarnfahrzeug zu betrachten.

In Artikel 68 ist es so zu verstehen, dass die in Anhang 3 genannte FLR-Vorrichtung (leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil) des Typs IV auf ein Baustellenfahrzeug angebracht werden kann.

Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung

Gutachten 75.124/4 vom 15. Januar 2024 über einen Erlassentwurf der Wallonischen Regierung "zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße"

Am 15. Dezember 2023 wurde der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, von der Ministerin für den öffentlichen Dienst, die Datenverarbeitung, die administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit der Wallonischen Region aufgefordert, innerhalb von dreißig Tagen ein Gutachten zu einem Erlassentwurf der Wallonischen Regierung "zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße" abzugeben.

Der Entwurf wurde am 15. Januar 2024 von der vierten Kammer untersucht. Die Kammer setzte sich zusammen aus Bernard Bléro, dem Kammerpräsidenten, Luc Cambier und Géraldine Rosoux, den Staatsräten, Sébastien Van Drooghenbroeck und Marianne Dony, den Beisitzern und Anne Catherine—Van Geersdaele, dem Greffier.

Der Bericht wurde von Yves Chauffoureaux, erster Auditor, vorgelegt.

Das Gutachten, dessen Text im Folgenden wiedergegeben wird, wurde am 15. Januar 2024 abgegeben.

\*

Da der Antrag auf Abgabe eines Gutachtens auf der Grundlage von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze "über den Staatsrat" eingereicht wurde, beschränkt die Gesetzgebungsabteilung ihre Prüfung auf die Rechtsgrundlage des Entwurfs, auf die Befugnis des erlassenden Organs sowie auf die Erfüllung der vorherigen Formalitäten gemäß Artikel 84 § 3 der vorgenannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Bemerkungen.

1. Die Mitteilung an die Regierung, die in der dem Antrag auf Abgabe eines Gutachtens beigefügten Akte enthalten ist, erwähnt:

"Mehrere Bestimmungen des Entwurfs fallen unter "technische Vorschriften", die gemäß der Richtlinie (EU) 2015/1535 Gegenstand eines Informationsverfahrens bei der Europäischen Kommission sein müssen.

Das Informationsverfahren wird im Zeitraum vom XX XXX 2023 bis zum XX XXX 20XX durchgeführt (Notifizierung: 2023/0xxx/B). Die technischen Anforderungen entsprechen gängigen Produkten, wodurch eine Marktstörung vermieden wird".

Es gibt jedoch keine anderen Dokumente, die den ordnungsgemäßen Abschluss dieses Notifizierungsverfahrens belegen. Es liegt daher in der Verantwortung des Projektträgers, dies sicherzustellen.

In die Präambel des Entwurfs wird ein neuer Absatz eingefügt, der sich mit dem Sichtvermerk dieser vorherigen Formalität befasst.

2. Da die durch Artikel 9 abgeänderte Bestimmung aus einem einzigen Absatz besteht, wird der Hinweis, dass die Abänderung in "§ 1" eingefügt wird, weggelassen.

3. In Artikel 12 wird festgelegt, dass sich die Abänderung auf Artikel 21 "§ 1 Absatz 3" des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 "über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße" bezieht.

4. In Artikel 15 wird festgelegt, dass sich die Abänderung auf Artikel 27 § 2 "Absatz 2" des Erlasses vom 16. Dezember 2020 bezieht.

5. Die in Artikel 18 vorgesehene Abänderung bezieht sich auf Artikel 35 Absatz 3 des Erlasses vom 16. Dezember 2020. Folglich wird der Hinweis "3°" weggelassen.

Der Greffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

Der Kammerpräsident,  
Bernard Bléro

---

## 6. JUNI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel; Artikel 10 § 4, ersetzt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße;

Aufgrund der am 20. Dezember 2023 erfolgten Mitteilung an die Europäische Kommission gemäß Artikel 5 § 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rats vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Aufgrund des Berichts vom 1. September 2023, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 15. Januar 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 75.124/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit,

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - - Im Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße wird die Wortfolge "und Hindernissen auf öffentlicher Straße" durch die Wortfolge ", Containern und Hindernissen auf öffentlicher Straße" ersetzt.

**Art. 2** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße wird durch eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° in der Reihe aufblinken: Leuchten, die nacheinander ein- und ausgeschaltet werden, wodurch ein Lauflichteffekt entsteht."

**Art. 3** - In Artikel 2 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "septembre" durch das Wort "décembre" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 3 § 3 Absatz 2 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "septembre" durch das Wort "décembre" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 8 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° die Wortfolge "Tabelle 3-3A" wird durch die Wortfolge "Tabelle 2-3A" ersetzt;
- 2° die Wortfolge "Tabelle 3-3C" wird durch die Wortfolge "Tabelle 2-3C" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° Absatz 1 wird aufgehoben;
- 2° in dem früheren Absatz 2, der nunmehr Absatz 1 ist, wird die Wortfolge "entsprechen dem Typ L6 oder L7" durch die Wortfolge "entsprechen zumindest dem Typ L6 oder L7" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 15 desselben Erlasses wird die Wortfolge "der aktuellen Phase (Dauer der 'Fahrt'- oder der 'Halte'-Phase)" durch die Wortfolge "der aktuellen 'Halte'-Phase" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 16 desselben Erlasses wird Paragraph 1 aufgehoben.

**Art. 9** - In Artikel 18 Ziffer 6 desselben Erlasses wird das Wort "Wetterbedingungen" durch die Wortfolge "meteoreologischen Bedingungen" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 19 § 2 desselben Erlasses wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

"Diese Baken werden höchstens 5 m voneinander entfernt. Jede dritte Bake ist mit einer gelben Leuchte C1 vom Typ L8L oder L8M gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm versehen. Diese Leuchten blinken in der Reihe. "

**Art. 11** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1 Ziffer 3 wird die Wortfolge ", wobei dies auch bei einer Baustellendauer von weniger als 7 Tagen gilt." durch die Wortfolge "und wenn die Baustelle länger als 7 Tage dauert" ersetzt;
- 2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt: "In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 sind die umgeleiteten Spuren nicht betroffen und das Verkehrsschild D1 wird nicht an der Vorrichtung angebracht. "

**Art. 12** - In Artikel 21 § 1 Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Tabelle 3-3A" durch die Wortfolge "Tabelle 2-3A" ersetzt.

**Art. 13** - In Artikel 22 § 1 desselben Erlasses werden die Absätze 2 und 3 durch Folgendes ersetzt:

"Diese Baken werden höchstens 5 m voneinander entfernt. Jede dritte Bake ist mit einer gelben Leuchte C1 vom Typ L8L oder L8M gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm versehen. Diese Leuchten blinken in der Reihe.

Bei einer länger als 7 Tage bestehenden Baustelle werden vorübergehende Längsmarkierungen angebracht, um die umgeleiteten oder verengten Fahrspuren zu kennzeichnen, wenn für die jeweilige Verkehrsrichtung mehr als zwei Fahrspuren zur Verfügung stehen. "

**Art. 14** - In Artikel 23 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° Paragraph 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:  
"Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 können an die örtlichen Gegebenheiten angepasst werden. ";
- 2° in der französischen Fassung wird in Paragraph 3 Ziffer 1 die Wortfolge "de maximum" durch die Wortfolge "au maximum de" ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 27 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "höchstens 5 m voneinander entfernt. Abwechselnd ist mindestens jede zweite Bake mit gelben Leuchten C1 vom Typ L8L oder L8H" durch die Wortfolge "höchstens 5 m voneinander entfernt. Jede dritte Bake ist mit einer gelben Leuchte C1 vom Typ L8L oder L8M" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 28 desselben Erlasses wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Bei einer länger als 7 Tage bestehenden Baustelle werden vorübergehende Längsmarkierungen angebracht, um die umgeleiteten oder verengten Fahrspuren zu kennzeichnen, wenn für die jeweilige Verkehrsrichtung mehr als zwei Fahrspuren zur Verfügung stehen. "

**Art. 17** - In Artikel 29 desselben Erlasses werden die Absätze 2 und 3 durch Folgendes ersetzt:

"Diese Abgrenzungsvorrichtungen sind höchstens 30 m voneinander entfernt. Zur Schaffung einer Sicherheitszone werden die Abgrenzungsvorrichtungen in einem Abstand von mindestens 0,50 m zu dem Arbeitsbereich angebracht.

Bei einer länger als 7 Tage bestehenden Baustelle werden vorübergehende Längsmarkierungen angebracht, um die umgeleiteten oder verengten Fahrspuren zu kennzeichnen, wenn für die jeweilige Verkehrsrichtung mehr als zwei Fahrspuren zur Verfügung stehen. "

**Art. 18** - In Artikel 35 Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "höchstens 10 m voneinander entfernt. Abwechselnd ist mindestens jede zweite Bake mit einer gelben Leuchte C1 vom Typ L6" durch die Wortfolge "höchstens 5 m voneinander entfernt. Jede dritte Bake ist mit einer gelben Leuchte C1 vom Typ L8L oder L8M" ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel 43 desselben Erlasses wird Absatz 4 durch den folgenden Satz ergänzt:

"Ein Zusatzschild kann die Zeiten und Tage angeben, an denen die Geschwindigkeitsbegrenzung auf 30 km/h gilt. "

**Art. 20** - In Artikel 47 desselben Erlasses wird Absatz 4 durch den folgenden Satz ergänzt:

"Ein Zusatzschild kann die Zeiten und Tage angeben, an denen die Geschwindigkeitsbegrenzung auf 30 km/h gilt. "

**Art. 21** - Artikel 57 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 57 - Die Baustellenkennzeichnung gemäß den Kapiteln 2 und 3 gilt für stark verkehrsbeeinträchtigende Tagesbaustellen der Kategorie 5 auf Autobahnen und anderen öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 km/h beträgt, mit Ausnahme der Bestimmungen für den zweifachen Fahrspurwechsel gemäß Artikel 23 § 1 Absatz 2.

Jedoch wird die Verkehrsbeschilderung im Vorfeld nur dann auf der linken Seite wiederholt, wenn sich die Baustelle auf der linken oder mittleren Fahrspur der von der Baustelle betroffenen Fahrtrichtung befindet.

Für die Kennzeichnung vor der Baustelle gilt jedoch Folgendes:

- 1° eine FLR-Vorrichtung (leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil) des Typs III gemäß Anhang 3, an der ein Verkehrsschild A31 angebracht ist, wird 100 m vor der Baustelle angebracht;
- 2° die Verkehrsführung erfolgt mithilfe einer der Vorrichtungen des Typs I gemäß Anhang 2;
- 3° auf Autobahnen werden die Verkehrsschilder F79 bis F85 1 500 m vor der Baustelle erstmals aufgestellt und bei 750 m erneut angebracht;
- 4° auf Autobahnen wird das die Geschwindigkeit auf 70 km/h beschränkende Verkehrsschild C43 nur einmal, und zwar 250 m vor der Baustelle, angebracht.

In Bezug auf Absatz 3 Ziffer 2 sind diese Baken höchstens 5 m voneinander entfernt und mit mindestens einem Verkehrsschild D1 versehen.

Im Fall von Absatz 3 Ziffer 3 werden die Verkehrsschilder in eine Rahmenvorrichtung des Typs I gemäß Anhang 3 integriert. Sie werden nur auf der rechten Seite der Fahrbahn angebracht und können geringere Abmessungen, d. h. 1300 mm (Höhe) x 1300 mm (Breite), haben.

Für die seitliche Kennzeichnung ist die Verwendung von Kegeln des Typs IIId gemäß Anhang 2 zulässig. Eine Beleuchtung sowie vorübergehende Längsmarkierungen sind nicht erforderlich.“.

**Art. 22** - Artikel 58 Absatz 2 desselben Erlasses wird durch die Ziffern 3 und 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

- ”3° die Verwendung von Kegeln des Typs IIId gemäß Anhang 2 ist für die seitliche Kennzeichnung zulässig;
- 4° vorübergehende Längsmarkierungen sind nicht erforderlich.“.

**Art. 23** - Artikel 59 Absatz 2 desselben Erlasses wird durch die Ziffern 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

- ”4° die Verwendung von Kegeln des Typs IIId gemäß Anhang 2 ist für die seitliche Kennzeichnung zulässig;
- 5° die Vorrichtung gemäß Anhang 4 kann durch ein Fahrzeug mit einer Ausrüstung gemäß Artikel 68 § 1 ersetzt werden.“.

**Art. 24** - Artikel 60 Absatz 2 desselben Erlasses wird durch die Ziffern 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

- ”4° die Verwendung von Kegeln des Typs IIId gemäß Anhang 2 ist für die seitliche Kennzeichnung zulässig;
- 5° die Vorrichtung gemäß Anhang 4 kann durch ein Fahrzeug mit einer Ausrüstung gemäß Artikel 68 § 1 ersetzt werden.“.

**Art. 25** - In Artikel 63 desselben Erlasses wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

”Im Bereich der Baustellenanfahrt sind die Verkehrsführungsbaiken höchstens 5 m voneinander entfernt. Jede dritte Bake ist mit einer gelben Leuchte C1 des Typs L8L oder L8M gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm versehen. Diese Leuchten blinken in der Reihe.“.

**Art. 26** - In Artikel 64 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird vor den Absatz 1 eingefügt:  
”Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:
  - 1° das Fahrzeug: das Sicherungs-, Vorwarn- oder Baustellenfahrzeug;
  - 2° das Sicherungsfahrzeug: das Fahrzeug, das speziell für die Kennzeichnung einer Baustelle der Kategorie 6 ausgerüstet ist und nur für diesen Zweck verwendet wird;
  - 3° das Vorwarnfahrzeug: das Fahrzeug, das speziell für die Ankündigung einer Baustelle der Kategorie 6 ausgerüstet ist und nur zu diesem Zweck verwendet wird;
  - 4° das Baustellenfahrzeug: das in direktem Zusammenhang mit einer Baustelle der Kategorie 6 verwendete Fahrzeug.“;
- 2° in Absatz 2 wird die Wortfolge ”Signalisationsfahrzeuge, die bei Baustellen der Kategorie 6 eingesetzt werden,” durch die Wortfolge ”Fahrzeuge, die bei Baustellen der Kategorie 6 eingesetzt werden“ ersetzt.

**Art. 27** - Artikel 65 desselben Erlasses wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Die Länge der Pufferzone variiert gemäß den folgenden Bestimmungen:

- 1° die Länge der Pufferzone beträgt 100 m bis 150 m auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 km/h beträgt;
- 2° die Länge der Pufferzone beträgt mindestens 10 m auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 50 km/h und weniger als 90 km/h beträgt;
- 3° die Länge der Pufferzone beträgt mindestens 3 m auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit maximal 50 km/h beträgt.

Abweichend von Absatz 1 ist auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit maximal 90 km/h beträgt, die Pufferzone fakultativ, wenn sich im Arbeitsbereich der Baustelle nur in Fahrzeugen Personal befindet.“.

**Art. 28** - In Artikel 68 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° Paragraf 1 wird durch einen neuen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: ”Auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit maximal 50 km/h beträgt, kann das Sicherungsfahrzeug durch eine Vorrichtung gemäß Anhang 4 ersetzt werden.“;
- 2° in Paragraf 2 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

Die Retroreflexion dieser Streifen genügt mindestens der Klasse RA1 der Norm NBN EN 12899-1 oder einer gleichwertigen Norm. Ab dem 1. Januar 2026 genügt die Retroreflexion dieser Streifen mindestens der Klasse RA2 der Norm NBN EN 12899-1 oder einer gleichwertigen Norm.“.

**Art. 29** - In Artikel 69 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "von Baustellen der Kategorie 6, die sich außerhalb der Fahrbahn sowie mindestens 0,50 m von deren Rand entfernt befinden," durch die Wortfolge "von der Baustelle der Kategorie 6, die sich außerhalb der Fahrbahn sowie mindestens 0,50 m von deren Rand entfernt befindet," ersetzt.

**Art. 30** - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel 19 durch Folgendes ersetzt: "Kennzeichnung von Containern und Hindernissen auf öffentlicher Straße".

**Art. 31** - In der französischen Fassung wird in Artikel 71 Absatz 1 desselben Erlasses die Wortfolge "du véhicule" aufgehoben.

**Art. 32** - Die Anhänge 2, 3 und 4 desselben Erlasses werden durch die dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhänge 1, 2 und 3 ersetzt.

**Art. 33** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Juni 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, die Datenverarbeitung, die administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

---

**Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom  
16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf  
öffentlicher Straße**

**Anhang 2 - Baken und Kegel**

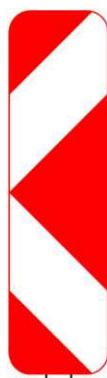
Für die Typen Ia.2, Ib.2 und IIc (Baken) genügt die Retroreflektion der abwechselnd roten und weißen Streifen der Klasse RA2 der Norm NBN EN 12899-1 oder einer gleichwertigen Norm.

Für den Typ IIId (Kegel) genügt die Retroreflektion der abwechselnd roten und weißen Streifen der Klasse RA2 der Norm NBN EN 13422 oder einer gleichwertigen Norm.

Die Abmessungen sind in Millimeter angegeben. Bei den Typen Ia.2 und Ib.2 messen die Baken mindestens 1000 mm (Höhe) x 250 mm (Breite).

**TYP I - Baken für die Kennzeichnung vor der Baustelle**

**Typ Ia.2 - Rechts vom Fahrer**

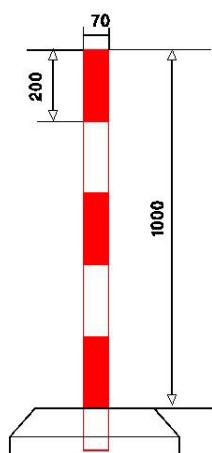


**Typ Ib.2 - Links vom Fahrer**

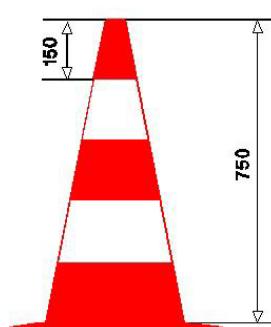


**TYP II - Baken für die seitliche Kennzeichnung**

**Typ IIc -**



**Typ IIId - Kegel**



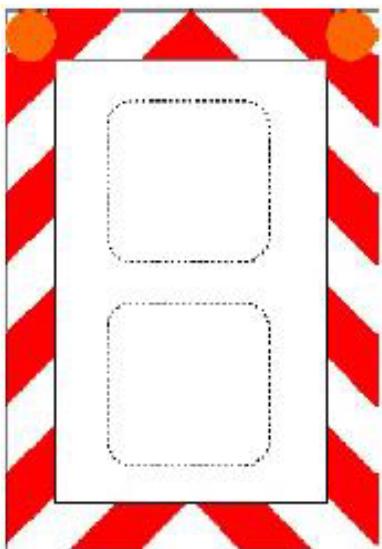
**TYP III - Baken oder Rückhaltevorrichtung zur räumlichen Trennung****Typ IIIa - Links vom Fahrer****Typ IIIb - Rechts vom Fahrer**

Die Baken, die über dem räumlichen Trennzeichen angebracht werden, sind maximal 30 m voneinander entfernt. Sie haben eine Mindestgröße von 400 cm<sup>2</sup> auf dieser Länge von 30 m. Sie bestehen aus abwechselnd roten und weißen Streifen. Die Retroreflektion dieser Streifen genügt der Tabelle 2-3A von PTV 662.

**Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom  
16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf  
öffentlicher Straße**

**Anhang 3 - Rahmenvorrichtungen**

**TYP I -**



Die Rahmenvorrichtung hat eine Höhe von 3000 bis 3500 mm und eine Breite von mindestens 1800 mm. Die Breite des Rahmens, der die abwechselnd roten und weißen Streifen trägt, beträgt 300 mm.

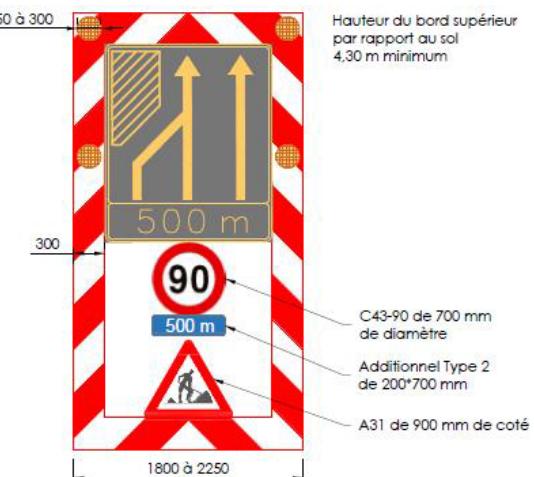
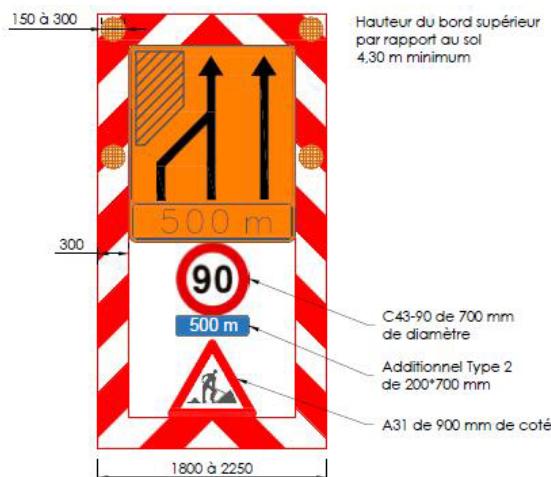
Die Streifen des Rahmens sind von abwechselnder roter und weißer Farbe. Die Retroreflektion dieser Streifen genügt der Tabelle 2-3A von PTV 662.

Die beiden Blitzleuchten, die mindestens auf diesem Rahmen aufgestellt sind, sind des Typs L8L oder L8M und gelber Farbe C1 gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm, und blinken abwechselnd links-rechts. Sie schalten viermal hintereinander in kurzen Abständen und dann in längeren Abständen ein und aus. Die komplette Sequenz dauert etwa 1,5 Sekunden.

Während der Nacht und in Abhängigkeit von den Umweltbedingungen ermöglicht eine Verringerung der Beleuchtungsstärke dieser Leuchten eine bessere Anpassung an die Nachtsichtbedingungen. Die Blitzleuchten auf dem Zugfahrzeug werden dann gelöscht.

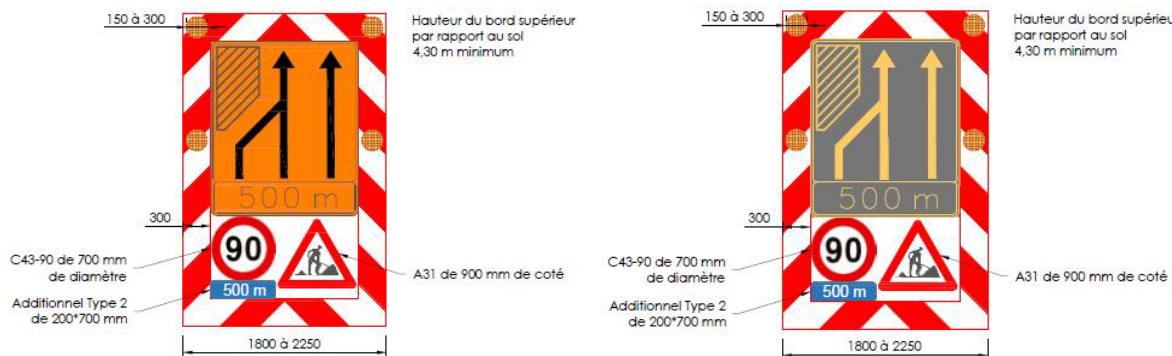
Innerhalb des Rahmens kann ebenfalls ein LED-Bildschirm gemäß der Norm NBN EN 12966 oder einer gleichwertigen Norm benutzt werden. Es gelten die Bestimmungen von Artikel 8 § 1 sowie von Artikel 65.3 der Straßenverkehrsordnung.

## TYP II - Vorwarnvorrichtung



oder





Die Abmessungen sind in Millimeter angegeben. Das Verkehrsschild C43 kann einen Durchmesser von 900 mm haben; in diesem Fall misst das Zusatzschild 300 mm (Höhe) x 900 mm (Breite).

Die Streifen des Rahmens sind rot und weißer Farbe. Der Abstand zwischen diesen Streifen genügt der Tabelle V 662.

Die obere Kante dieser Vorrichtung befindet sich mindestens:

- 1° 4,70 m über dem Boden für die Baustellen der Kategorie 1;
- 2° 3,50 m über dem Boden für die Baustellen der Kategorie 2 bis 5;
- 3° 4,00 m über dem Boden für die Baustellen der Kategorie 6.

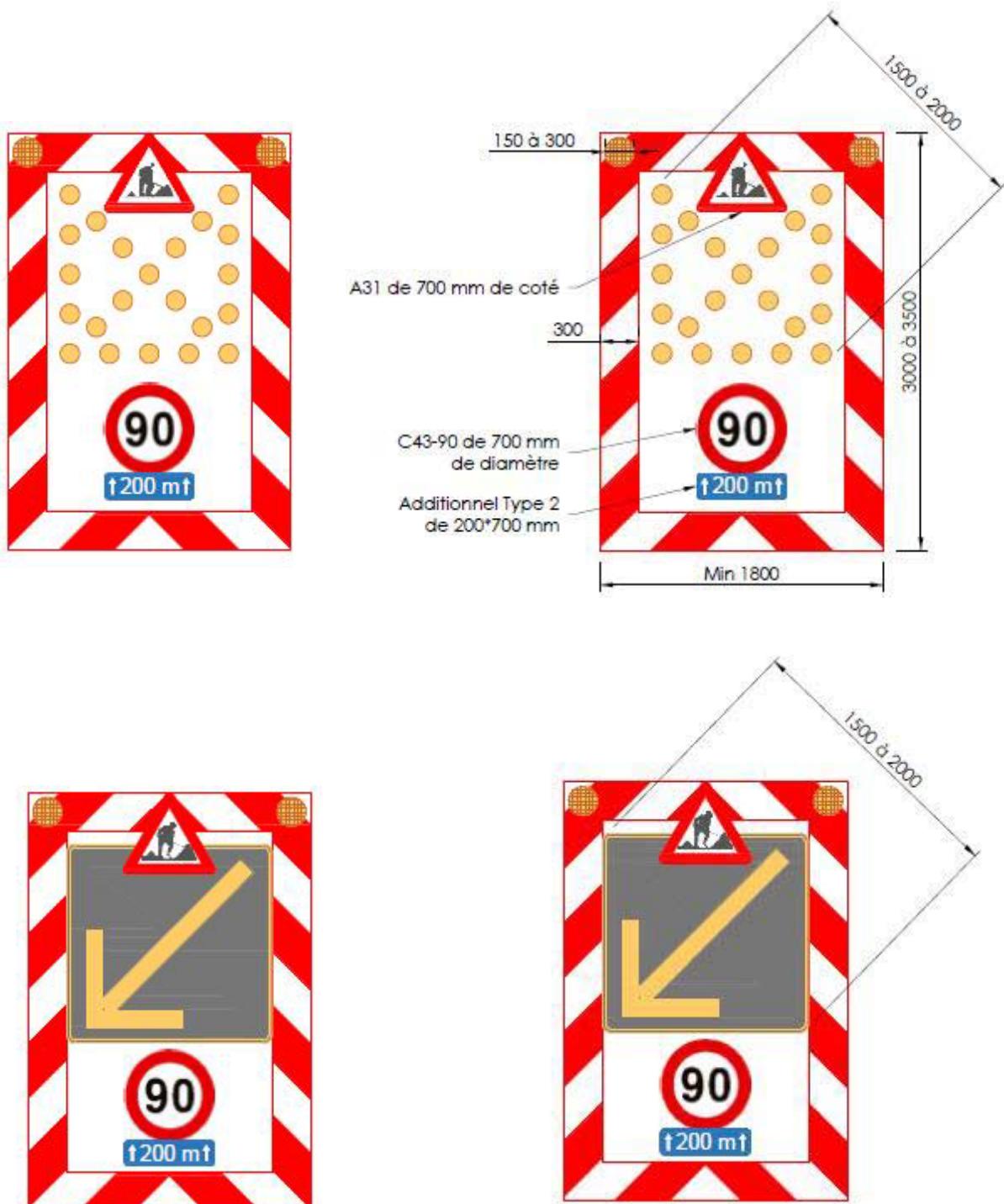
Die vier Blitzleuchten, die auf diesen Rahmen aufgestellt sind, sind des Typs L8L oder L8M und gelber Farbe C1 gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm, und blinken abwechselnd links-rechts. Sie schalten viermal hintereinander in kurzen Abständen und schalten sich dann während der Einschaltung des FLR (leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil) aus. Die komplette Sequenz dauert etwa 1,5 Sekunden.

Während der Nacht und in Abhängigkeit von den Umweltbedingungen ermöglicht eine Verringerung der Beleuchtungsstärke dieser Leuchten eine bessere Anpassung an die Nachtsichtbedingungen. Die Blitzleuchten auf dem Zugfahrzeug werden dann gelöscht.

Innerhalb des Rahmens kann ebenfalls ein LED-Bildschirm gemäß der Norm NBN EN 12966 oder einer gleichwertigen Norm benutzt werden. Es gelten die Bestimmungen von Artikel 8 § 1 sowie von Artikel 65.3 der Straßenverkehrsordnung.

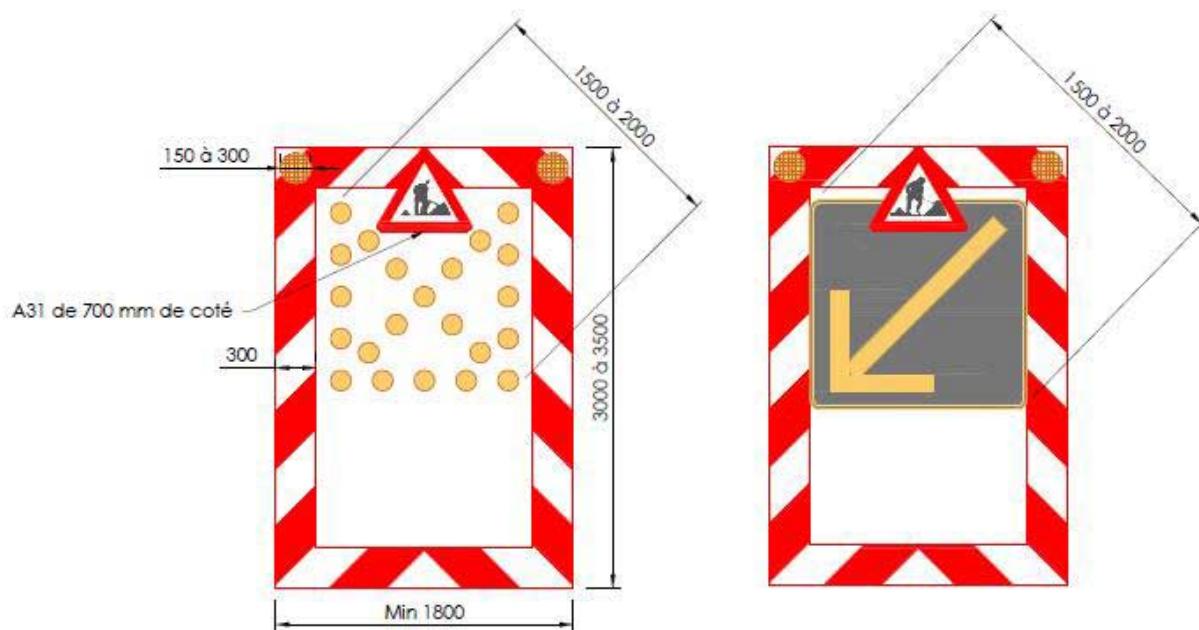
### TYP III - FLR - Leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil

Für Baustellen der Kategorie 6 auf Straßen mit einer Höchstgeschwindigkeit von 120 km/h



Das Verkehrsschild C43 kann einen Durchmesser von 900 mm haben; in diesem Fall misst das Zusatzschild 300 mm (Höhe) x 900 mm (Breite).

Für Baustellen der Kategorie 1, 2, 3 und 5 sowie für Baustellen der Kategorie 6 mit einer Höchstgeschwindigkeit von maximal 90 km/h



Die Abmessungen sind in Millimeter angegeben. Für das Schild A31 sind diese Abmessungen Mindestwerte.

Die Streifen des Rahmens sind von abwechselnder roter und weißer Farbe. Die Retroreflektion dieser Streifen genügt der Tabelle 2-3A von PTV 662.

Die obere Kante dieser Vorrichtung befindet sich mindestens:

- 1° 4,70 m über dem Boden für die Baustellen der Kategorie 1;
- 2° 3,50 m über dem Boden für die Baustellen der Kategorie 2 bis 5;
- 3° 4,00 m über dem Boden für die Baustellen der Kategorie 6.

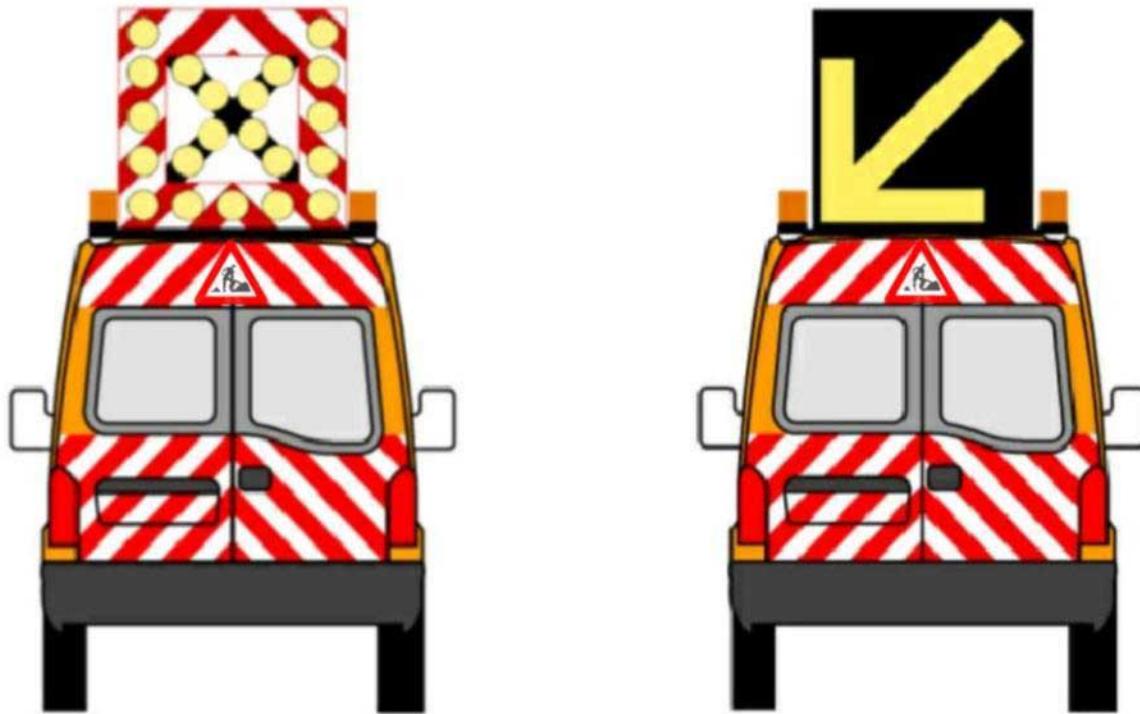
Die beiden Blitzleuchten, die mindestens auf diesem Rahmen aufgestellt sind, sind des Typs L8L oder L8M und gelber Farbe C1 gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm, und blinken abwechselnd links-rechts. Sie schalten viermal hintereinander in kurzen Abständen und schalten sich dann während der Einschaltung des FLR (leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil) aus. Die komplette Sequenz dauert etwa 1,5 Sekunden.

Der mit Blitzleuchten versehene FLR (leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil) verfügt über mindestens 21 Leuchten des Typs L8L oder L8M gelber Farbe C1 gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm.

Während der Nacht und in Abhängigkeit von den Umweltbedingungen ermöglicht eine Verringerung der Beleuchtungsstärke dieser Leuchten eine bessere Anpassung an die Nachtsichtbedingungen. Die Blitzleuchten auf dem Zugfahrzeug werden dann gelöscht.

Innerhalb des Rahmens kann ebenfalls ein LED-Bildschirm nach der Norm NBN EN 12966 oder einer gleichwertigen Norm benutzt werden. Es gelten die Bestimmungen von Artikel 8 § 1 sowie von Artikel 65.3 der Straßenverkehrsordnung.

**TYP IV - Mit Blitzleuchten oder LED versehener FLR (leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil) auf Fahrzeugen für Baustellen der Kategorie 6 auf öffentlichen Straßen mit einer zulässigen Höchstgeschwindigkeit von maximal 90 km/h**



Der Rahmen mit dem mit zwei Blitzleuchten oder LED-Leuchten versehenen Anzeigepfeil hat die Mindestabmessungen von 1300 mm (Höhe) x 1300 mm (Breite).

Der mit Blitzleuchten versehene FLR (leuchtender Fahrspurwechselanzeigepfeil) verfügt über mindestens 21 Leuchten des Typs L2H, L8L oder L8M gelber Farbe C1 gemäß der Norm NBN EN 12352 oder einer gleichwertigen Norm.

Die Streifen des Rahmens sind von abwechselnder roter und weißer Farbe.

Die Retroreflektion dieser Streifen genügt der Tabelle 2-3A von PTV 662.

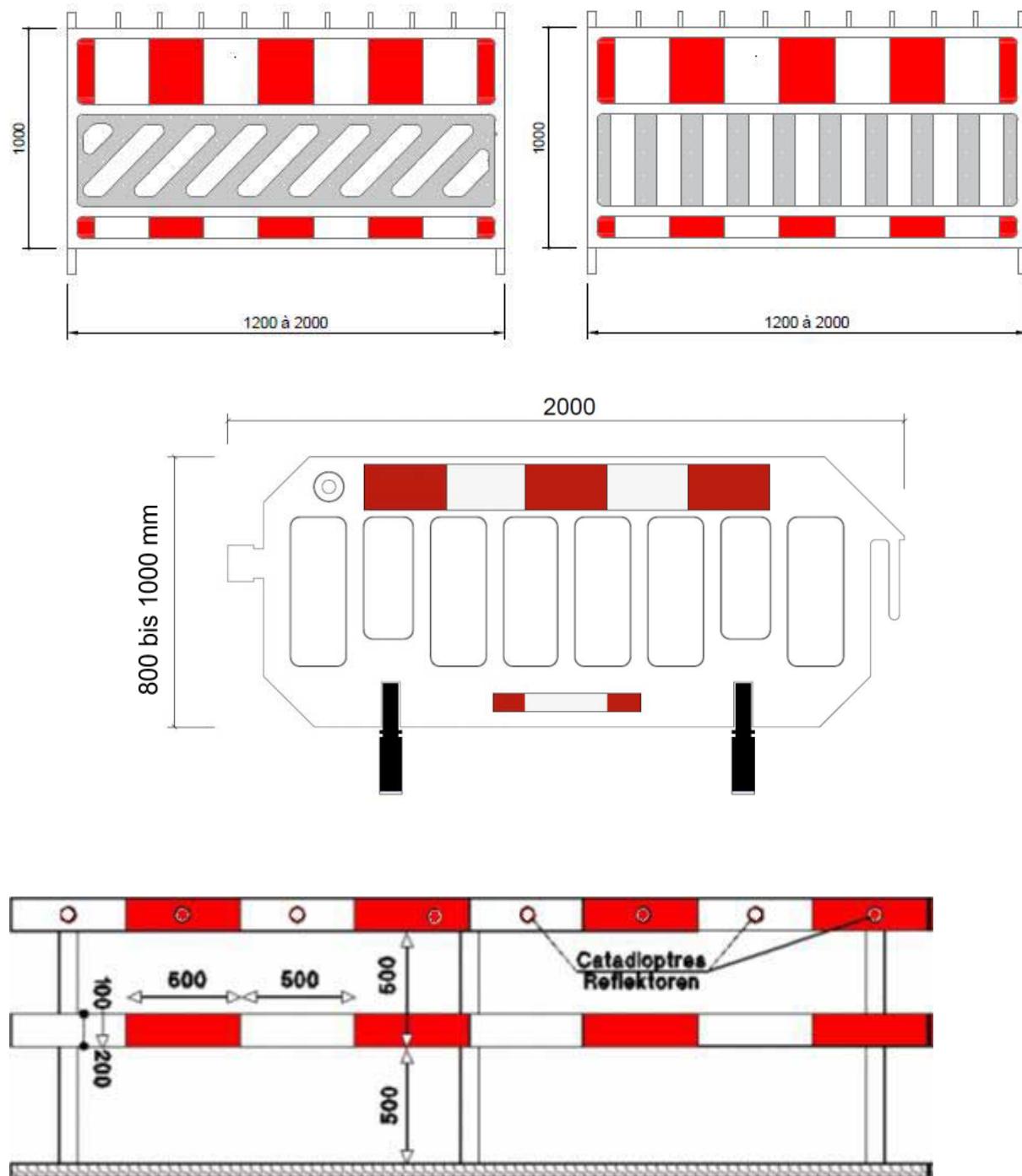
**Anhang 3 zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom  
16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf  
öffentlicher Straße**

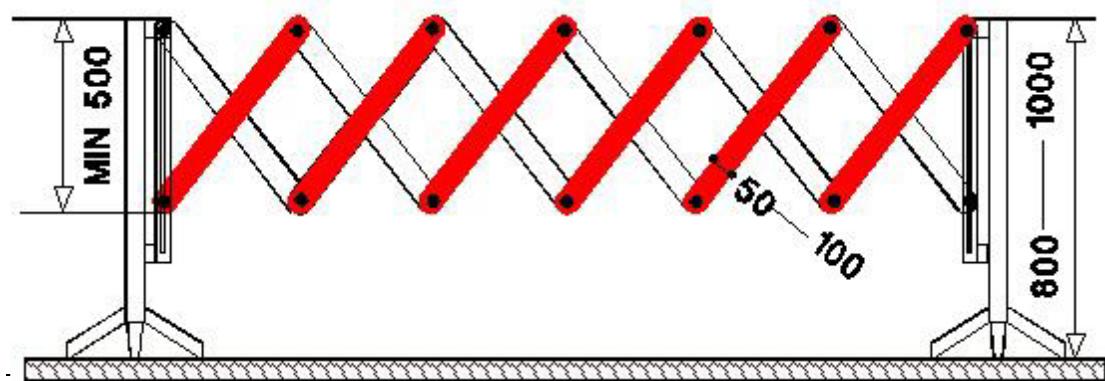
**Anhang 4 - Absperrungen**

Die Streifen der Absperrungen sind von abwechselnder roter und weißer Farbe.

Die Retroreflexion dieser Streifen genügt mindestens der Klasse RA2 der NBN EN 12899-1 oder einer gleichwertigen Norm.

Die Abmessungen sind in Millimeter angegeben.





Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlicher Straße als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Juni 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, die Datenverarbeitung, die administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/010381]

**6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg**

#### Verslag aan de Regering

Het opschrift van het besluit wordt aangepast om aan te geven dat het toepassingsgebied van het besluit beperkt is tot werken, containers en verkeersbelemmeringen die op de openbare weg zijn geplaatst. Verkeersbelemmeringen die het gevolg zijn van een gebeurtenis zoals een verkeersongeval vallen bijvoorbeeld niet onder het toepassingsgebied van het besluit. Hetzelfde geldt voor ongeplande noodinterventies.

In hoofdstuk 18, Werken van 6de categorie, wordt bepaald dat voertuigen die worden gebruikt voor werken van 6de categorie moeten zijn uitgerust met specifieke uitrusting om hun zichtbaarheid te waarborgen.

Voertuigen die niet direct verband houden met de werken op de werf van 6de categorie hoeven niet uitgerust te zijn met deze specifieke uitrusting. Voertuigen van gebruikers die moeten stoppen of parkeren in het gebied van de werf, evenals voertuigen van bezoekers (stagiairs, directeurs, netwerkbeheerders), zijn niet direct gekoppeld aan de werken op de werf van de 6de categorie. Deze voertuigen moeten worden beschouwd als uitrusting en niet als werk-, signalisatie- en voorsignalisatievoertuigen.

In artikel 68 kan worden begrepen dat de FLR-inrichting van type IV bedoeld in bijlage 3 op een werkvoertuig kan worden geïnstalleerd.

## Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 75.124/4, van 15 januari 2024 over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg

Op 15 december 2023 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg'.

Het ontwerp werd op 15 januari 2024 door de vierde kamer onderzocht . De Kamer was samengesteld uit Bernard Blero, voorzitter van de Kamer, LucCambieren GéraldineRosoux , staatsraadsleden, SébastienVan Drooghenbroecken MarianneDony , assessoren,enAnne Catherine Van Geersdaele—, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Yves Chauffoureaux, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 januari 2024.

\*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten 'op de raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp tot de bevoegdheid van de steller van de akte evenals tot de uitvoering van de voorafgaandelijke formaliteiten overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingen.

1. De nota aan de Regering in het dossier bij de adviesaanvraag vermeldt:

"Verscheidene bepalingen van het ontwerp vallen onder 'technische voorschriften' die het voorwerp moeten uitmaken van een informatieprocedure bij de Europese Commissie overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535.

De informatieprocedure wordt uitgevoerd in de periode van XX XXX 2023 tot en met XX XXX 20XX (kennisgeving : 2023/0xxx/B). De technische voorschriften komen overeen met de huidige producten, waardoor marktverstoring wordt voorkomen".

Er is echter geen ander document dat certificeert dat deze kennisgevingsprocedure correct is uitgevoerd. Het is daarom aan de steller van het ontwerp om ervoor te zorgen dat dit het geval is.

Aan de aanhef van het ontwerp zal een nieuw lid worden toegevoegd waarin wordt gespecificeerd dat deze voorafgaande formaliteit in acht moet worden genomen.

2. Aangezien de bij artikel 9 gewijzigde bepaling uit één lid bestaat, wordt de verwijzing naar de opname van de wijziging in "§ 1" weggelaten.

3. In artikel 12 zal worden gepreciseerd dat de wijziging betrekking heeft op artikel 21, "§ 1, derde lid," van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020" betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg".

4. In artikel 15 zal worden gepreciseerd dat de wijziging betrekking heeft op artikel 27, § 2, "tweede lid", van het besluit van 16 december 2020.

5. De in artikel 18 bedoelde wijziging heeft betrekking op artikel 35, derde lid, van het besluit van 16 december 2020. Daarom wordt de verwijzing naar "3°" weggelaten.

De griffier,  
Anne-KatherineVan Geersdaele

De voorzitter,  
Bernard Blero

---

**6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen, artikel 10, § 4, vervangen bij het programmadecreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 20 december 2023, overeenkomstig artikel 5, § 1, van Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het rapport van 1 september 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 75.124/4 van de Raad van State, gegeven op 15 januari 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg worden de woorden "en verkeersbelemmeringen" vervangen door de woorden ", containers en verkeersbelemmeringen geplaatst".

**Art. 2.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg wordt aangevuld met een 6° dat als volgt luidt:

"6° achter elkaar knipperen: lampjes die achter elkaar aan en uit gaan, waardoor een schuivend effect ontstaat."

**Art. 3.** In artikel 2, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "september" vervangen door het woord "december".

**Art. 4.** In artikel 3, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "september" vervangen door het woord "december".

**Art. 5.** In artikel 8, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "tabel 3-3A" worden vervangen door de woorden "tabel 2-3A";

2° de woorden "tabel 3-3C" worden vervangen door de woorden "tabel 2-3C".

**Art. 6.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het vroegere tweede lid, thans eerste lid, worden de woorden "en van het type L6 of L7" vervangen door de woorden "en ten minste van het type L6 of L7".

**Art. 7.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "de huidige fase (duur van de "verkeers"- of "stop"-fase)" vervangen door de woorden "de huidige "stopfase"".

**Art. 8.** In artikel 16 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 opgeheven.

**Art. 9.** In artikel 18, 6°, van hetzelfde besluit wordt, in de Franse versie, het woord "climatiques" vervangen door het woord "météorologiques".

**Art. 10.** In artikel 19, § 2, van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen door wat volgt:

"Deze baken zijn maximaal 5 m van elkaar verwijderd. Eén baken op drie is uitgerust met een licht van het type L8L of L8M, C1 geel volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig. Deze lichten knipperen achter elkaar. ".

**Art. 11.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "zelfs als de duur van de werken minder dan 7 dagen bedraagt" vervangen door de woorden "en indien de duur van de werken meer dan 7 dagen bedraagt";

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt: "Wat betreft lid 1, 1°, is er geen sprake van tijdelijke omlegging van rijstroken en is het verkeersbord D1 niet op de inrichting aangebracht. ".

**Art. 12.** In artikel 21, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "tabel 3-3A" vervangen door de woorden "tabel 2-3A".

**Art. 13.** In artikel 22, § 1, van hetzelfde besluit wordt het tweede en het derde lid vervangen als volgt:

"Deze baken zijn maximaal 5 m van elkaar verwijderd. Eén baken op drie is uitgerust met een licht van het type L8L of L8M, C1 geel volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig. Deze lichten knipperen achter elkaar.

Tijdens werken die meer dan 7 dagen duren, worden er tijdelijke lengtemarkeringen aangebracht om elke rijstrook aan te geven die wordt omgeleid of verkleind wanneer de betreffende verkeersrichting meerdere rijstroken omvat. ".

**Art. 14.** In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De bepalingen van het eerste en het tweede lid kunnen worden aangepast aan de configuratie van de ruimten. ";

2° in paragraaf 3, 1°, van de Franse versie worden de woorden "de maximum" vervangen door de woorden "au maximum de".

**Art. 15.** In artikel 27, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "ten hoogste 5 m van elkaar verwijderd. Afwisselend wordt minstens één baken op twee voorzien van verlichting door middel van gele C1 lichten, type L8L of L8H volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig. Deze lichten knipperen achter elkaar" vervangen door de woorden "maximum 5 m van elkaar verwijderd. Eén baken op drie is uitgerust met een licht van het type L8L of L8M en de kleur C1.".

**Art. 16.** In artikel 28 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Tijdens werken die meer dan 7 dagen duren, worden er tijdelijke lengtemarkeringen aangebracht om elke rijstrook aan te geven die wordt omgeleid of verkleind wanneer de betreffende verkeersrichting meerdere rijstroken omvat. ".

**Art. 17.** In artikel 29 van hetzelfde besluit worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt:

"Deze afbakeningsmiddelen zijn ten hoogste 30 m van elkaar verwijderd. De afbakeningsmiddelen moeten op een minimumafstand van ten minste 0,50 m van het werkgebied worden geplaatst om een veiligheidszone te vormen.

Tijdens werken die meer dan 7 dagen duren, worden er tijdelijke lengtemarkeringen aangebracht om elke rijstrook aan te geven die wordt omgeleid of verkleind wanneer de betreffende verkeersrichting meerdere rijstroken omvat. ".

**Art. 18.** In artikel 35, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "mogen niet meer dan 10 m van elkaar verwijderd zijn. Als alternatief moet ten minste elke tweede baken worden uitgerust met een licht van het type L6" vervangen door de woorden "zijn maximum 5 m van elkaar verwijderd. Eén op de drie baken is uitgerust met een licht van het type L8L of L8M".

**Art. 19.** In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen door de volgende zin:

"Een onderbord kan aangeven op welke uren en dagen de snelheidslimiet van 30 km/u geldt. ".

**Art. 20.** In artikel 47 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen door de volgende zin:

"Een onderbord kan aangeven op welke uren en dagen de snelheidslimiet van 30 km/u geldt. ".

**Art. 21.** Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 57. De signalisatie bedoeld in de hoofdstukken 2 en 3 is van toepassing voor werken van 5de categorie overdag alleen op de autosnelwegen en op andere openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid hoger is dan 90 km/u, waarbij het verkeer sterk wordt gehinderd, met uitzondering van de dubbele rijstrookvermindering bedoeld in artikel 23, § 1, tweede lid.

De signalisatie op afstand wordt echter alleen herhaald aan de linkerkant als de werken de linker- of middenbaan in de richting van het werk bezet houden.

Evenwel, voor de signalisatie vóór de werken:

- 1° moet een FLR-inrichting van het type III bedoeld in bijlage 3, uitgerust met het verkeersbord A31, op 100 m afstand van de werken worden geplaatst;
- 2° wordt de geleiding aangebracht door een van de inrichtingen van het type I bedoeld in bijlage 2;
- 3° worden op de autosnelwegen, de verkeersborden F79 tot F85 geplaatst op 1.500 m en herhaald op 750 m;
- 4° wordt op de autosnelwegen het verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 70 km/u geplaatst op 250 m. Het moet niet herhaald worden.

Met betrekking tot lid 3, 2°, zijn deze bakens maximum 5 m van elkaar verwijderd en uitgerust met ten minste één verkeersbord D1.

Met betrekking tot lid 3, 3°, moeten deze verkeersborden opgenomen worden in een kaderinrichting van type I bedoeld in bijlage 3. Ze worden niet links van de rijbaan herhaald en mogen verkleind zijn (1100 mm (hoogte) x 1300 mm (breedte)).

Het gebruik van verkeerskegels van type IIId als bedoeld in bijlage 2 is toegestaan voor zijdelingse signalisatie Tijdelijke verlichting en overlangse voorlopige markeringen zijn niet nodig. ”.

**Art. 22.** Artikel 58, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 3 en 4°, luidend als volgt :

- "3° is het gebruik van verkeerskegels van type IIId als bedoeld in bijlage 2 toegestaan voor zijdelingse signalisatie;
- 4° zijn de tijdelijke overlangse voorlopige markeringen niet nodig. ”.

**Art. 23.** Artikel 59, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

- "4° is het gebruik van verkeerskegels van type IIId als bedoeld in bijlage 2 toegestaan voor zijdelingse signalisatie;
- 5° mag de inrichting bedoeld in bijlage 4 vervangen worden door een voertuig dat uitgerust is overeenkomstig artikel 68, § 1. ”.

**Art. 24.** Artikel 60, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

- "4° is het gebruik van verkeerskegels van type IIId als bedoeld in bijlage 2 toegestaan voor zijdelingse signalisatie;
- 5° mag de inrichting bedoeld in bijlage 4 vervangen worden door een voertuig dat uitgerust is overeenkomstig artikel 68, § 1. ”.

**Art. 25.** In artikel 63 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt:

"In de zone van de nadering van de werken zijn de geleidebakens maximum 5 m van elkaar verwijderd. Eén baken op drie is uitgerust met een licht van het type L8L of L8M, C1 geel volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig. Deze lichten knipperen achter elkaar. ”.

**Art. 26.** In artikel 64 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° voor lid 1 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:  
"Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:
  - 1° voertuig: het signalisatie-, voorsignalisatie- of werkvoertuig ;
  - 2° signalisatievoertuig: een voertuig dat specifiek is uitgerust voor het signaleren van werken van 6de categorie en dat uitsluitend voor dit doel wordt gebruikt;
  - 3° voorsignalisatievoertuig: een voertuig dat specifiek is uitgerust voor het signaleren van werken van 6de categorie en dat uitsluitend voor dit doel wordt gebruikt;
  - 4° werkvoertuig: een voertuig dat gebruikt wordt in directe verbinding met een werk van 6de categorie. ”;
- 4° in lid 2 worden de woorden "Signalisatie- en werkvoertuigen" vervangen door het woord "voertuigen".

**Art. 27.** Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"De lengte van de bufferzone varieert volgens de volgende bepalingen:

- 1° de lengte van de bufferzone is tussen 100 m en 150 m op openbare wegen waar de maximaal toegestane snelheid hoger is dan 90 km/u;
- 2° de lengte van de bufferzone is ten minste 10 m op openbare wegen waar de toegestane maximumsnelheid hoger is dan 50 km/u en lager dan of gelijk aan 90 km/u;
- 2° de lengte van de bufferzone is ten minste 3 m op openbare wegen waar de toegestane maximumsnelheid minder dan of gelijk aan 50 km/u is.

In afwijking van lid 1 is de bufferzone op openbare wegen waar de toegestane maximumsnelheid minder dan of gelijk aan 90 km/u is, facultatief indien de interventiezone op de werken uitsluitend uit personeel in voertuigen bestaat. ”.

**Art. 28.** In artikel 68 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt: "Op de openbare wegen waar de toegestane maximumsnelheid minder dan of gelijk is aan 50 km/u, mag het signalisatievoertuig worden vervangen door een inrichting als bedoeld in bijlage 4.";
- 2° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"De retroreflectie van die strepen moet tenminste voldoen aan de klasse RA1 van de norm NBN EN 12899-1 of gelijkwaardig. Vanaf 1 januari 2026 moet de retroreflectie van die strepen tenminste voldoen aan de klasse RA2 van de norm NBN EN 12899-1 of gelijkwaardig. ".

**Art. 29.** In artikel 69, eerste lid, van de Franse versie van hetzelfde besluit wordt het woord "réalisés" vervangen door het woord "réalise".

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk 19 vervangen door wat volgt: "Signalisatie van containers en verkeersbelemmeringen geplaatst op de openbare weg".

**Art. 31.** In artikel 71, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van de container" opgeheven.

**Art. 32.** De bijlagen 2, 3 en 4 van hetzelfde besluit worden vervangen door de bijlagen 1, 2 en 3 bij dit besluit.

**Art. 33.** De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

---

**Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg**

**Bijlage 2. De bakens en kegels**

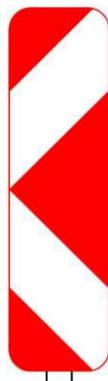
Bij de types Ia.2, Ib.2 en IIc (bakens) voldoet de retroreflectie van de afwisselend rode en witte strepen aan klasse RA2 van de norm NBN EN 12899-1 of gelijkwaardig.

Voor type IIId (kegels) voldoet de retroreflectie van de afwisselend rode en witte strepen aan de klasse RA2 van de norm NBN EN 13422 of gelijkwaardig.

Afmetingen zijn in millimeters. Voor types Ia.2 en Ib.2 meten de bakens minimaal 1000 mm (hoogte) x 250 mm (breedte).

**TYPE I.** Bakens voor de signalisatie vóór de werken

**Type Ia.2.** Rechts van de bestuurder

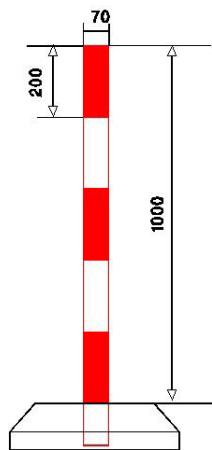


**Type Ib.2.** Links van de bestuurder

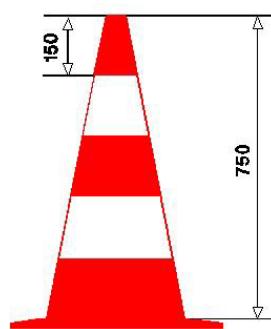


**TYPE II.** Bakens voor zijdelingse signalisatie

**Type IIc**



**Type IIId. Kegels**

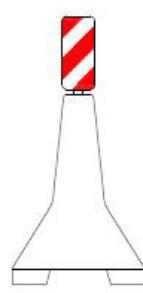


**TYPE III.** Bakens of vasthoudinrichting voor fysieke afscheiding.

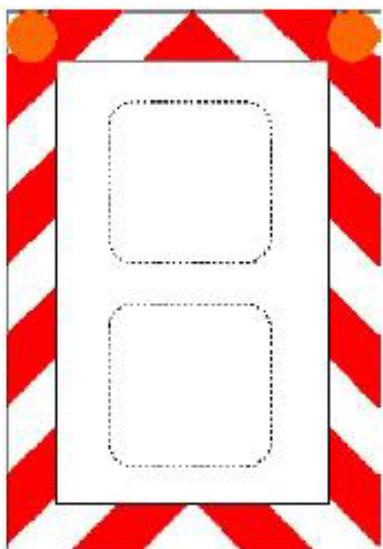
**TYPE III.** Links van de bestuurder



**Type IIIb.** Rechts van de bestuurder



Bakens die boven de fysieke afscheidingslijn zijn geplaatst, moeten op maximaal 30 m afstand van elkaar staan. Zij hebben een minimale grootte van 400 cm<sup>2</sup> over deze 30 m lengte. Ze bestaan uit afwisselend rode en witte strepen. De retroreflectie van deze strepen is in overeenstemming met tabel 2-3A van de PTV 662.

**Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg****Bijlage 3. Kader-type inrichtingen****TYPE I.**

De kaderinrichting meet 3000 tot 3500 mm in de hoogte en ten minste 1800 mm in de breedte. De breedte van het kader waarop de afwisselend rode en witte strepen zijn aangebracht, bedraagt 300 mm.

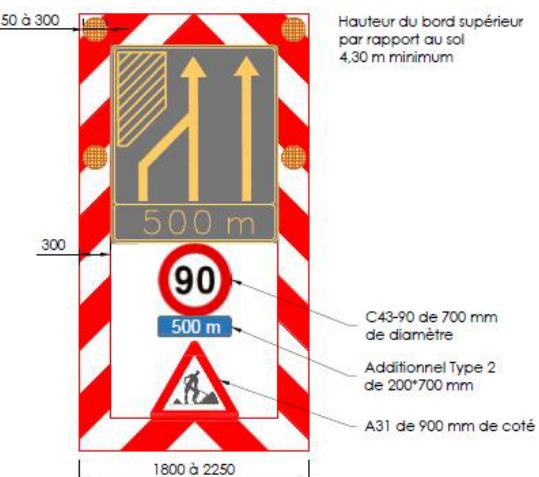
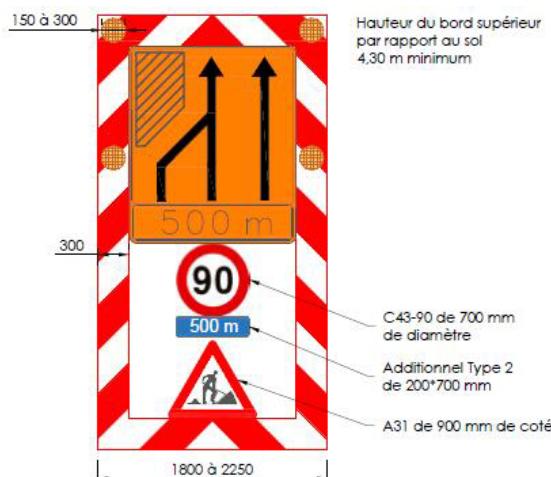
De strepen op het kader van de inrichting zijn afwisselend rood en wit. De retroreflectie van deze strepen is in overeenstemming met tabel 2-3A van de PTV 662.

De twee knipperlichten op dit kader zijn van het type L8L of L8M en geel C1 volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig en knipperen afwisselend links-rechts. Ze gaan vier keer achter elkaar aan en uit met korte tussenpozen en dan met langere tussenpozen. De volledige sequentie duurt ongeveer 1,5 seconde.

's Nachts kan, afhankelijk van de omgevingsomstandigheden, de intensiteit van de verlichting van deze lichten worden verminderd, zodat zij zich beter aan de nachtelijke zichtomstandigheden aanpassen. De knipperlichten op het trekkende voertuig worden dan uitgeschakeld.

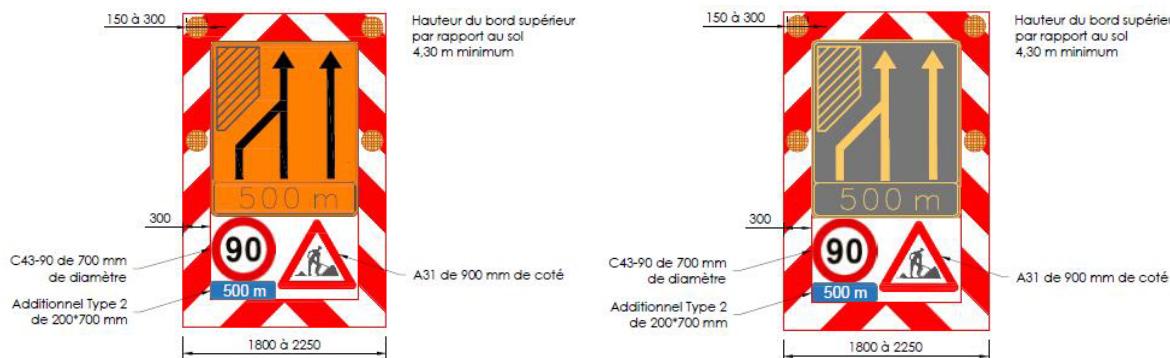
Binnen het kader kan ook een LED-scherm volgens NBN EN 12966 of gelijkwaardig worden gebruikt. De bepalingen van artikel 8, § 1, die van artikel 65.3. van de Wegcode zijn van toepassing.

## TYPE II. Voorsignalisatie-inrichting



of





Afmetingen zijn in millimeters. Het verkeersbord C43 kan een diameter van 900 mm hebben; in dat geval meet het onderbord 300 mm (hoogte) x 900 mm (breedte).

De strepen op het kader van de inrichting zijn afwisselend rood en wit. De retroreflectie van deze strepen is in overeenstemming met tabel 2-3A van de PTV 662.

De bovenrand van deze inrichting is minimaal :

- 1° 4,70 m vanaf de grond voor werken van 1<sup>e</sup> categorie;
- 2° 3,50 m vanaf de grond voor werken van 2<sup>e</sup> tot 5<sup>e</sup> categorie;
- 3° 4,00 m vanaf de grond voor werken van 6<sup>e</sup> categorie

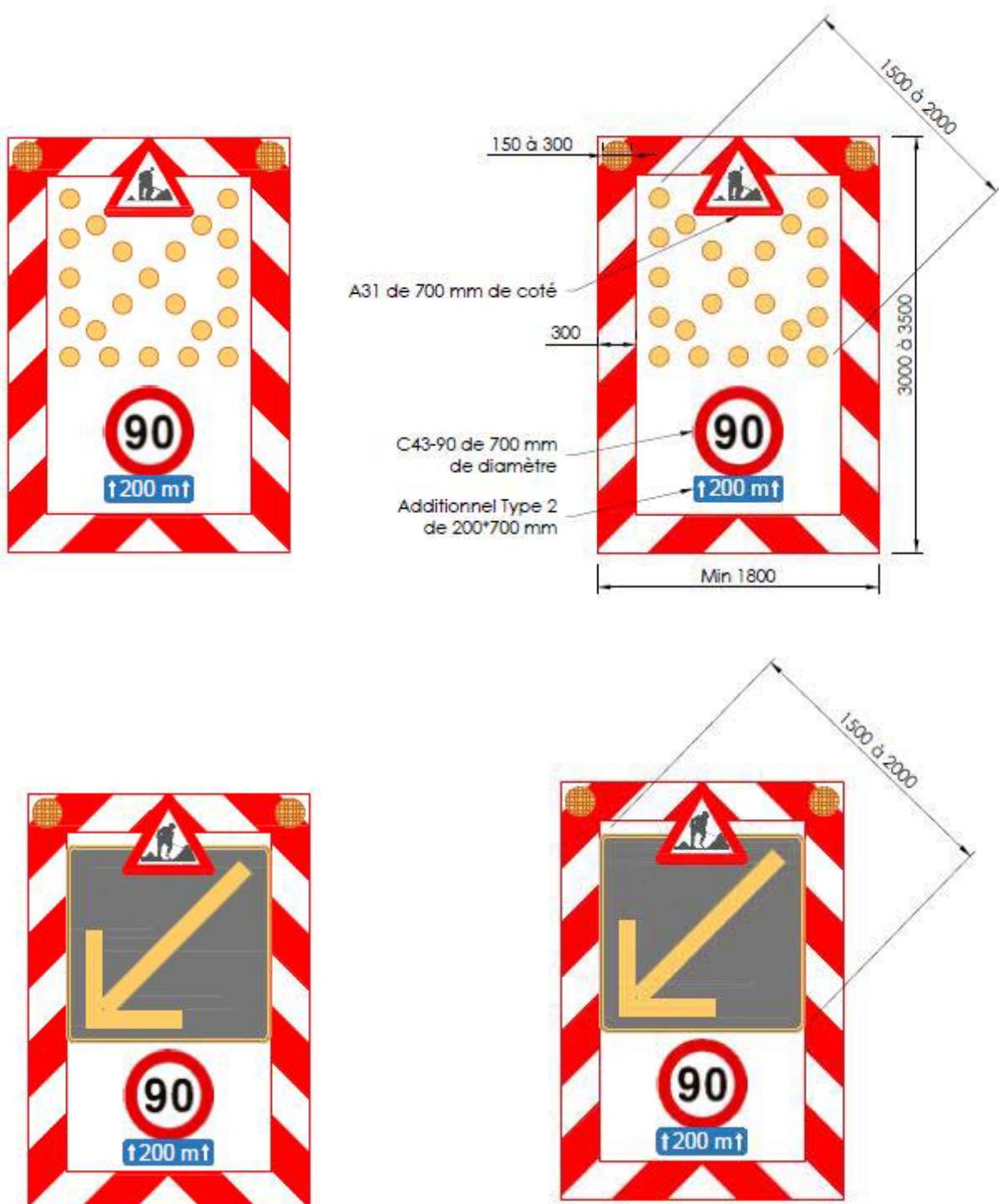
De vier knipperlichten op deze kaders zijn van het type L8L of L8M en geel C1 volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig en knipperen afwisselend links-rechts. Ze gaan vier keer achter elkaar aan en uit met korte tussenpozen en gaan vervolgens uit tijdens de FLR-ontsteking. De volledige sequentie duurt ongeveer 1,5 seconde.

's Nachts kan, afhankelijk van de omgevingsomstandigheden, de intensiteit van de verlichting van deze lichten worden verminderd, zodat zij zich beter aan de nachtelijke zichtomstandigheden aanpassen. De knipperlichten op het trekkende voertuig worden dan uitgeschakeld.

Binnen het kader kan ook een LED-scherm volgens NBN EN 12966 of gelijkwaardig worden gebruikt. De bepalingen van artikel 8, § 1, die van artikel 65.3. van de Wegcode zijn van toepassing.

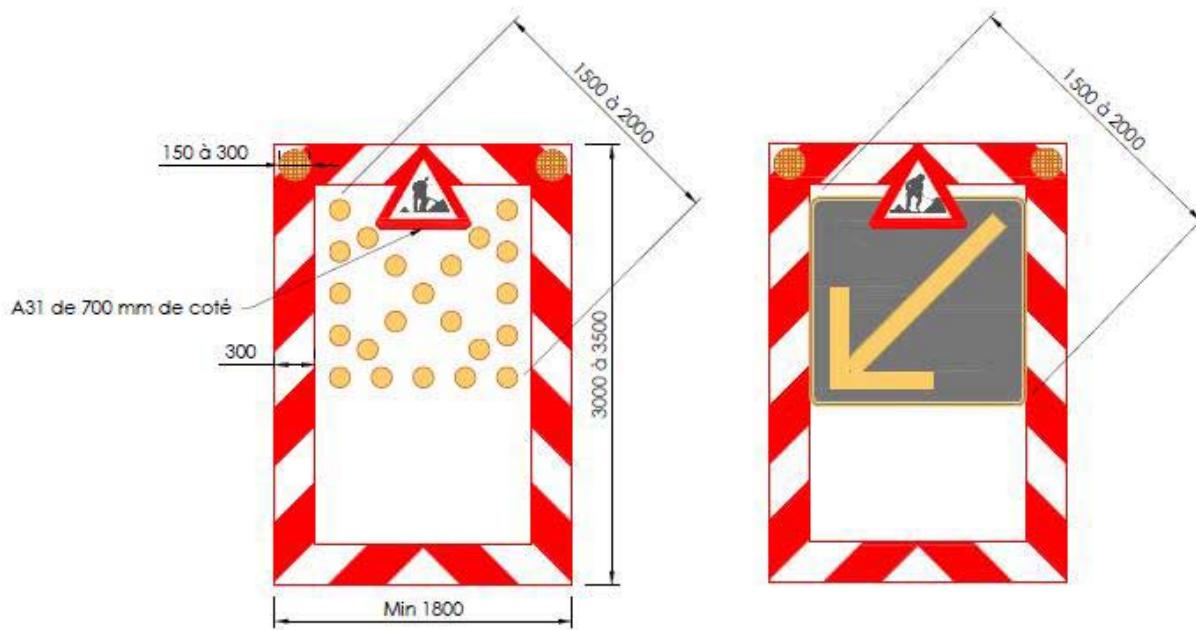
### TYPE III. FLR – Folding Light Arrow

Voor werken van de 6<sup>de</sup> categorie op wegen met een maximumsnelheid van 120km/uur



Het verkeersbord C43 kan een diameter van 900 mm hebben; in dat geval meet het onderbord 300 mm (hoogte) x 900 mm (breedte).

Voor werken van categorie 1, 2, 3 en 5 en voor werken van categorie 6 met een maximumsnelheid van 90 km/u of minder



Afmetingen zijn in millimeters. Voor het verkeersbord A31 zijn deze afmetingen minimumwaarden.

De strepen op het kader van de inrichting zijn afwisselend rood en wit. De retroreflectie van deze strepen is in overeenstemming met tabel 2-3A van de PTV 662.

De bovenrand van deze inrichting is minimaal :

- 1° 4,70 m vanaf de grond voor werken van 1<sup>e</sup> categorie;
- 2° 3,50 m vanaf de grond voor werken van 2<sup>e</sup> tot 5<sup>e</sup> categorie;
- 3° 4,00 m vanaf de grond voor werken van 6<sup>e</sup> categorie

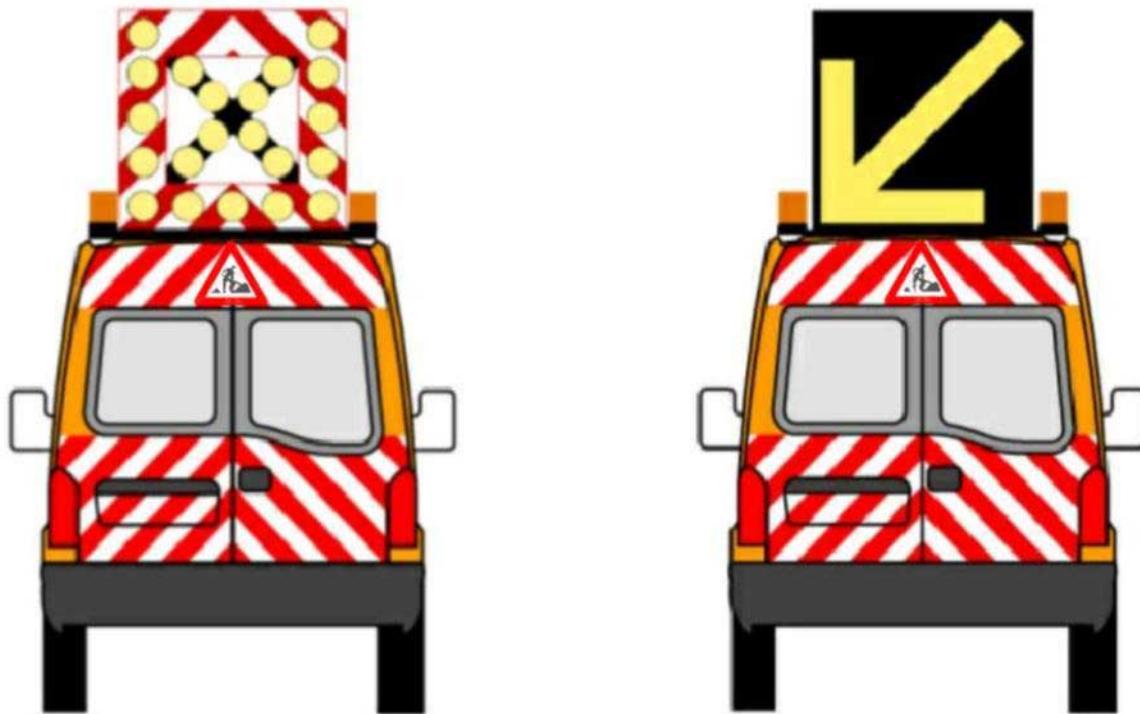
De twee knipperlichten op dit kader zijn van het type L8L of L8M en geel C1 volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig en knipperen afwisselend links-rechts. Ze gaan vier keer achter elkaar aan en uit met korte tussenpozen en gaan vervolgens uit tijdens de FLR-ontsteking. De volledige sequentie duurt ongeveer 1,5 seconde.

De FLR in flitslichten bestaat uit ten minste 21 lichten van het type L8M en kleur geel C1 volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig.

's Nachts kan, afhankelijk van de omgevingsomstandigheden, de intensiteit van de verlichting van deze lichten worden verminderd, zodat zij zich beter aan de nachtelijke zichtomstandigheden aanpassen. De knipperlichten op het trekkende voertuig worden dan uitgeschakeld.

Binnen het kader kan ook een LED-scherm volgens NBN EN 12966 of gelijkwaardig worden gebruikt. De bepalingen van artikel 8, § 1, en die van artikel 65.3. van de Wegcode zijn van toepassing.

**TYPE IV. FLR (met knipperlichten of LED's) op voertuigen voor werken van 6<sup>e</sup> categorie op openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid lager is dan of gelijk aan 90 km/u**



Het kader met de verlichte pijl met flitslicht of LED-verlichting heeft minimale afmetingen van 1300 mm (breedte) x 1400 mm (hoogte).

De FLR in flitslichten bestaat uit ten minste 21 lichten van het type L2H, L8L of L8M en kleur geel C1 volgens NBN EN 12352 of gelijkwaardig.

De strepen op het kader van de inrichting zijn afwisselend rood en wit.

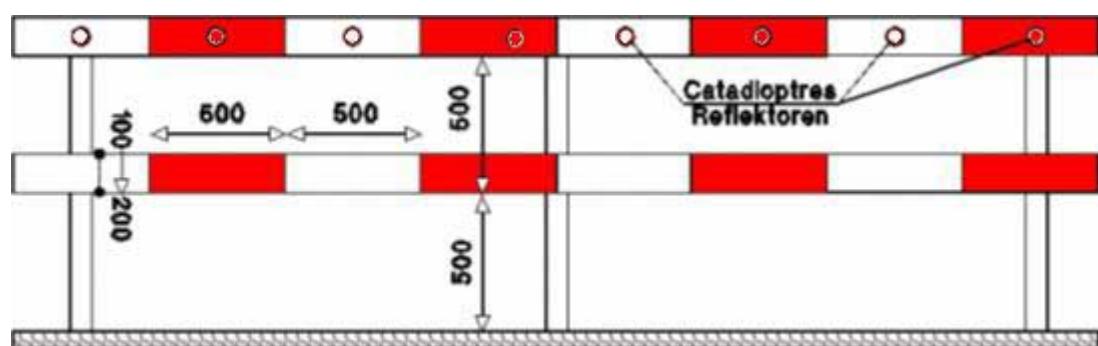
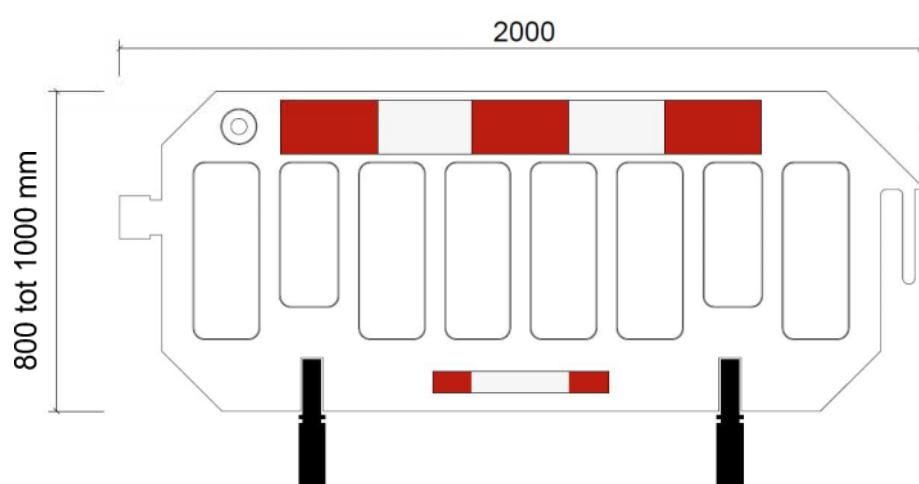
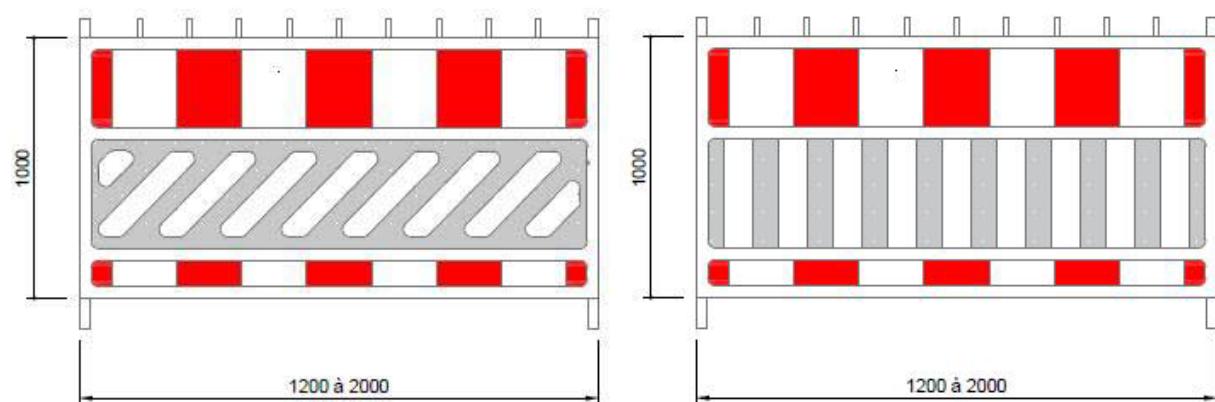
De retroreflectie van deze strepen is in overeenstemming met tabel 2-3A van de PTV 662.

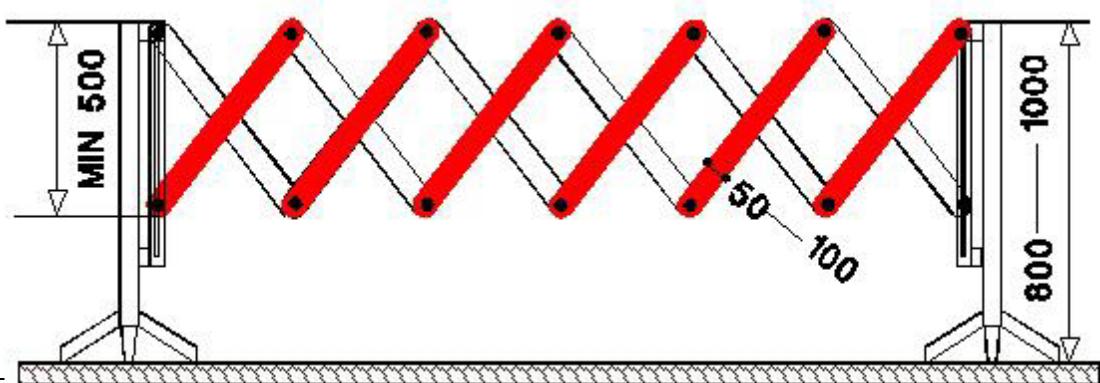
**Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg****Bijlage 4. De hekken.**

De strepen van de hekken zijn afwisselend rood en wit.

De retroreflectie van die strepen moet tenminste voldoen aan de klasse RA2 van de norm NBN EN 12899-1 of gelijkwaardig.

Afmetingen zijn in millimeters.





Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg

Namen, 6 juni 2024

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE